

CHANGEMENT DE CAP POUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : UN DISCOURS RENOUVELÉ ET DE NOUVELLES FAÇONS D'AGIR

01

ABSTRAIT

Le présent chapitre illustre le potentiel d'un nouveau discours autour de la coopération pour le développement qui peut inspirer un soutien public renouvelé en faveur du développement international à une époque où, de toute évidence, le soutien est plus nécessaire que jamais. Il passe en revue les progrès accomplis au regard du développement durable et s'achève sur un appel à un changement de cap, servi par un discours renouvelé et de nouvelles façons d'agir, en vue de mobiliser toutes les capacités et toutes les ressources du système de développement pour relever les défis colossaux du monde actuel.

L'HEURE EST VENUE D'UN NOUVEAU DISCOURS SUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

- Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat sont nés du constat selon lequel seule la coopération permettra de venir à bout des grands problèmes systémiques et des crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquels le monde est confronté.
- Cependant, les Objectifs de développement durable s'avèrent difficiles à atteindre. Les progrès sont trop lents, nous laissons des personnes de côté et nous ne parvenons pas à toucher les populations les plus défavorisées.
- Le clivage Nord-Sud a laissé la place à un monde plus divers et plus hétérogène où des inégalités subsistent, mais selon un spectre plus échelonné de stades de développement.
- Des défis qui évoluent, qui persistent ou qui se font jour – notamment sur les fronts social et environnemental – mettent continuellement à l'épreuve le système de coopération pour le développement et ses acteurs.
- Un système de coopération pour le développement nouveau, et de plus en plus complexe, prend forme.

La coopération pour le développement est plus nécessaire que jamais

- Fondamentalement, le soutien au développement international part du postulat selon lequel les problèmes s'arrêtent rarement aux frontières nationales. Tout comme les solutions à ces problèmes.

- Par essence, la coopération pour le développement vise à soutenir les efforts que déploient les pays en développement pour améliorer l'existence de leurs citoyens, en ne laissant personne de côté.
- Nous avons besoin de plus, et pas de moins, de coopération et d'action collective.
- Les nations et les sociétés détiennent les clés de leur propre progrès. La coopération pour le développement ne peut qu'apporter une contribution, mais elle doit le faire de façon appropriée.

Un appel à un changement de cap servi par un discours renouvelé et de nouveaux moyens d'agir

- Nous ne devons pas exagérer le rôle de la coopération pour le développement, sans pour autant manquer de mettre en avant son importance.
- Nous devons jouer de nos atouts et faire en sorte que la coopération pour le développement continue d'accroître nos chances de bâtir un avenir meilleur pour tout un chacun.
- Pour ce faire, les fournisseurs de coopération pour le développement doivent :
 - ◆ moderniser leur discours pour rallier le soutien du public à l'échelon local, notamment auprès des jeunes générations et de l'électorat ;
 - ◆ se restructurer pour mieux accompagner les différentes trajectoires des pays à l'appui du développement durable ; et
 - ◆ collaborer intelligemment au service d'une coopération pour le développement efficace, en s'appuyant sur leurs atouts spécifiques en tant que partenaires au développement animés par des valeurs, ayant le souci de la transparence et suivant une approche axée sur les résultats.



COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT UN APPEL A CHANGER DE CAP



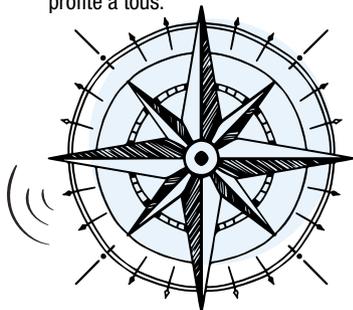
Les pays membres du CAD de l'OCDE et leurs organismes de développement doivent montrer par leurs paroles, leurs actes et leurs investissements que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et ouverte à la collaboration avec une pluralité d'acteurs en vue d'obtenir des résultats de long terme au regard du développement.

LE RAPPORT APPELLE À UN **CHANGEMENT DE CAP** ET À UNE **ACTION SUR TROIS FRONTS**.

1

LE DISCOURS, QU'IL FAUT MODERNISER POUR :

- Mobiliser la solidarité et servir les intérêts de l'humanité, en privilégiant des actions concrètes menées à l'échelon local et des solutions tangibles face aux grands enjeux qui préoccupent les citoyens.
- Respecter le droit et la responsabilité de chaque nation de tracer sa propre voie vers le développement durable, dans le respect des droits universels de toutes les populations et de toutes les générations.
- Actualiser la phraséologie et la terminologie employées afin de faire évoluer les perceptions, de donner à chacun les moyens d'agir et de montrer en quoi le progrès du bien-être humain dans d'autres parties du monde profite à tous.



2

LA REFORME DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT, POUR L'ADAPTER AUX ENJEUX :

- Défendre et préserver l'essence et le rôle du financement public concessionnel du développement afin de concrétiser l'engagement de ne laisser personne de côté.
- Intensifier l'action en faveur de l'égalité femmes-hommes, essentielle pour toutes les sociétés – non seulement parce que la cause est justifiée, mais aussi parce que cela permet de déverrouiller les portes du progrès.
- Investir dans une coopération pour le développement verte et propre, en abattant les frontières entre climat et développement au profit de trajectoires centrées sur l'humain et résilientes face au changement climatique.
- Maintenir, actualiser et promouvoir les normes rigoureuses, le savoir-faire de qualité et les bonnes pratiques qui favorisent le développement durable et le bien-être.

3

L'UNION DES FORCES, EN BONNE INTELLIGENCE :

- Donner une nouvelle impulsion à une coopération pour le développement efficace, notamment face aux pressions et aux intérêts politiques et économiques de court terme incompatibles avec le développement durable.
- Mobiliser les connaissances, l'innovation, les financements et les capacités afin d'unir, en bonne intelligence, les forces de chacun, acteurs publics, acteurs privés et société civile, en gardant à l'esprit les spécificités qui sont les leurs, et en mettant en place les incitations appropriées et les garde-fous nécessaires.
- Coordonner les efforts des différentes sphères d'intervention, dans tous les domaines de l'action publique et de la citoyenneté, afin de maximiser les biens publics mondiaux tout en réduisant autant que possible les éventuelles retombées négatives sur le développement durable dans d'autres parties du monde.

Des jeunes unis dans l'action, qui rendent plus aiguë la nécessité d'un nouveau discours

En août 2018, une jeune fille de 15 ans, brandissant devant le parlement suédois une pancarte manuscrite, entamait seule une grève scolaire pour protester contre ce qu'elle considérait comme l'inaction du gouvernement face à la crise climatique. Un an plus tard, Greta Thunberg est connue de tous. Elle est à l'origine d'un mouvement international suivi par d'innombrables militants partageant ses idées. Parmi les sympathisants qui ont rejoint son mouvement figurent des habitants des petits États insulaires en développement exposés au premier chef aux conséquences du réchauffement de la planète (OCDE, 2018^[1]), les citoyens vivant dans des sociétés autoritaires où les voix dissidentes courent un réel danger ou encore des habitants de pays pauvres, ceux-là même qui « souffriront le plus » du changement climatique alors même qu'ils ne contribuent guère au problème.¹

La destruction de l'environnement et le réchauffement climatique ont le plus d'impact sur les plus pauvres et sur les groupes dont la subsistance est le plus dépendante des ressources naturelles (OCDE, 2019^[2]). Les pays en développement auront à supporter approximativement les trois quarts du coût total de la crise climatique mondiale.

Greta Thunberg est consciente de compter parmi les « privilégiés »³. À la différence de nombre d'autres pays ou communautés, la Suède dispose des ressources pour s'adapter au changement climatique. À 7 000 km de là, dans la ville rurale de Mansa-Konko en Gambie, la capacité d'adaptation est loin d'être la même. C'est là qu'un autre militant, Ansumana Darbo a lancé un projet de conservation de la mangrove soutenu par l'ambassade américaine⁴. Ansumana Darbo et Greta Thunberg sont connectés de par leur participation active au mouvement des Vendredi pour l'avenir (Fridays for Future), et

L'impact disproportionné du phénomène sur les populations pauvres pourrait de fait créer un « apartheid climatique », où les riches seront en mesure de se soustraire aux effets les plus graves, tandis que tous les autres n'auront d'autre possibilité que d'en souffrir.²

de par leur colère et leur angoisse quant à l'avenir de la planète et de l'Humanité.

Le mouvement en faveur de l'action pour le climat n'est pas seulement la plus récente illustration du pouvoir de jeunes passionnés engagés, qui veulent transformer le débat aussi bien local que mondial sur les questions de justice sociale et du changement, en pressant les gouvernements de respecter leurs engagements. Le monde a été témoin du pouvoir de la jeunesse en action dans la lutte courageuse que mène Malala Yousafzai pour le droit des enfants à recevoir une éducation, la campagne lancée par Ifrah Ahmed, l'activiste irlando-somalienne, pour mettre un terme aux mutilations génitales féminines et promouvoir l'égalité entre les sexes, les efforts déployés par le chef d'entreprise Boyan Slat pour nettoyer les océans, lequel, encore adolescent, avait imaginé une sorte de digue flottante, ou encore le mouvement Adolescents 360 qui confère aux jeunes le pouvoir de prendre des décisions en matière de planning familial en Éthiopie, au Nigeria, et en République-Unie de Tanzanie (ci-après la « Tanzanie »).

Aujourd'hui, Malala Yousafzai gère un fonds qui a pour objet de faire tomber les obstacles qui empêchent plus de 130 millions de filles parmi les communautés les plus

marginalisées de la planète d'aller à l'école⁵. Ifrah Ahmed conseille le Premier ministre de la Somalie sur les questions de genre – elle l'a convaincu d'ajouter sa signature à celles de plus d'un million de personnes appelant le pays à déclarer illégales les mutilations génitales féminines⁶. Après sept années de recherche scientifique et d'efforts continus, le groupe de Boyan Slat, The Ocean Cleanup, collecte aujourd'hui des déchets plastiques jusqu'à 1 mm.⁷ Parallèlement, Adolescents 360 avait fait bénéficier en 2016 plus de 138 000 jeunes filles de sessions de conseil dans 11 régions de Tanzanie, près de neuf jeunes filles sur dix ayant décidé d'adopter une méthode contraceptive à long terme⁸.

Les objectifs que poursuivent ces jeunes gens sont essentiellement les mêmes que ceux qu'a énoncés la communauté internationale dans une série d'accords ces dernières années qui ont fait date et qui relèvent de la mission centrale de la coopération pour le développement (Encadré 1.1). En coulisses, nombre de ces mouvements de jeunes et de citoyens sont appuyés par des organismes internationaux de développement qui s'appliquent à donner aux jeunes, en tant qu'agents du changement, les moyens d'agir et de faire entendre leur voix.⁹

La vision énoncée par la communauté internationale dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁰ et l'Accord de Paris sur le climat¹¹ (CCNUCC, 2015_[3]), tous deux adoptés en 2015, sont des promesses que les pays ont faites à leurs propres citoyens et à chacun d'entre eux dans l'optique de garantir un avenir commun. Ces accords sont nés du constat selon lequel seule la coopération peut permettre de faire face aux problèmes systémiques majeurs et aux crises politiques, économiques, sociales et environnementales auxquelles le monde est confronté. Mais ces objectifs ambitieux s'avèrent difficiles à atteindre : les progrès sont inégaux et les nouveaux défis qui ne cessent d'apparaître masquent souvent les résultats positifs déjà acquis.

À une époque où règne un scepticisme croissant vis-à-vis de nombre de normes

et d'institutions internationales, les acteurs du développement doivent être plus présents et valoriser l'action qu'ils mènent. Pour faire pièce à un discours des médias qui s'attarde davantage sur les ratés du développement que sur les avancées obtenues, les acteurs du développement doivent renouveler leur propre discours et expliquer plus efficacement ce qu'est la coopération pour le développement, comment elle fonctionne et pourquoi elle est nécessaire¹². Le présent rapport, en illustrant les potentialités d'un nouveau discours, vise à susciter un soutien renouvelé de la part du public à un moment où il apparaît plus nécessaire que jamais (Encadré 1.1). Le rapport passe en revue les progrès accomplis au regard du développement durable et s'achève sur des recommandations de nature à mobiliser toutes les capacités et toutes les ressources du système de développement dans l'optique de relever les défis colossaux auxquels est confronté le monde actuel.

La coopération internationale contribue aux avancées en matière de développement

Éprouver un sentiment d'accablement, de scepticisme, voire de cynisme quant à l'état actuel des affaires mondiales est compréhensible. Partout dans le monde, nous sommes soumis à un feu roulant de mauvaises nouvelles, au plan national ou international. Même dans les nations prospères, la multitude des défis urgents au plan intérieur peut se traduire par le fait que les dirigeants politiques et le public sont plus préoccupés par ce qui se passe près de chez eux qu'à l'autre bout du monde, et ont plus à cœur de s'occuper de ce qu'il advient ici et maintenant que de se préparer aux catastrophes à venir. Les professionnels du développement sont conscients qu'il est difficile d'amener les gens à se préoccuper de risques de fin du monde lorsqu'ils doivent déjà trouver des solutions pour survivre jusqu'à la fin du mois.¹³

ENCADRÉ 1.1. POURQUOI LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DOIT S'ASSORTIR D'UN NOUVEAU DISCOURS ET ROMPRE AVEC LES MODÈLES DU PASSÉ

La mondialisation a fait de nombreux laissés-pour-compte, ce qui n'est pas sans conséquences sur les pays et sur le système international. Comme l'avait rappelé en quelques mots le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, en 2018, la confiance dans les gouvernements et les institutions s'est érodée et le populisme, le protectionnisme et un nationalisme exclusif gagnent du terrain dans diverses parties du monde (OCDE, 2018_[4]). Les pays de l'OCDE qui, pour la plupart, dispensent une aide humanitaire et une aide au développement depuis plus de 60 ans, sont de plus en plus en butte à leurs propres défis en termes de développement durable. Depuis la crise financière de 2008, de nombreux pays parmi les plus riches du monde sont confrontés à une montée des inégalités de patrimoine, à un effritement de la cohésion sociale et à des mesures d'austérité (Ramos, 2019_[5]).

L'impact qu'ont pu avoir ces tendances sur l'attitude à l'égard de la coopération pour le développement se fait déjà sentir dans certains pays par la baisse ou la stagnation des crédits budgétaires qui lui sont alloués et par des discours politiques et des priorités stratégiques qui mettent en avant des intérêts nationaux ou bilatéraux au détriment d'un engagement multilatéral en faveur du développement durable. Le système de coopération pour le développement lui-même, sensible aux préoccupations légitimes selon lesquelles la communauté internationale pourrait être dans l'incapacité de respecter ses engagements, « est en transition, voire traversé par des turbulences » (Ingram et Lord, 2019_[6]).

Pourtant, du fait de l'interconnexion croissante des économies et des sociétés, le multilatéralisme et la gouvernance mondiale ont plus d'importance que jamais pour réduire les inégalités et assurer une plus juste répartition des avantages au sein des nations et entre les nations.

Toutefois, pour que ce nouveau discours soit crédible, trouve un écho auprès de l'opinion, traduise la complexité du développement international et son ancrage local, et reflète la vision universelle qui est celle du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il ne suffit pas de modifier notre langage. Il faut rompre avec des modèles de coopération Nord-Sud qui n'ont plus cours, avec des concepts tels que « donateurs d'aide » et « bénéficiaires » qui n'ont plus guère de sens (Glennie, 2019_[7] ; Rioux, 2019_[8] ; USAID, 2019_[9]). Les récents rapports publiés par l'OCDE et d'autres organisations jettent les bases d'une actualisation du discours, afin de l'adapter aux réalités actuelles qui touchent aux politiques de coopération pour le développement, aux partenariats, au financement et aux résultats, tout en mettant en évidence l'intérêt d'un développement inclusif et durable, par exemple (OCDE, 2019_[10] ; OCDE, 2018_[11] ; OCDE, 2019_[12]).

Un discours qui fonctionne est un discours adapté à son public et dont les messages trouvent une résonance auprès de lui. Tout comme les campagnes politiques ou de marketing, les discours sur le développement ont plus d'impact s'ils s'appuient sur une bonne connaissance des attitudes du public et s'ils s'adressent à des publics plus ciblés. Autrement dit, les professionnels du développement doivent apprendre à être plus à l'écoute, notamment en rassemblant des informations par le biais de sondages d'opinion, de consultations sur les politiques à mettre en œuvre ou de groupes de réflexion et par l'analyse des médias sociaux.

Note : Le dernier paragraphe a été rédigé par OECD DevCom sur la base d'une vidéo intitulée « Good Listeners Make Great Development Communicators ». DevCom, de l'OCDE, propose cinq moyens de mieux appréhender les publics cibles : voir https://www.youtube.com/watch?v=Qso_LcHPhyY.

Des avancées qui passent inaperçues

Pourtant, des progrès remarquables sont faits dans le monde, qu'il faut célébrer et faire mieux connaître. Pour ne citer que

quelques-unes des avancées de ces dernières décennies, il faut rappeler que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté n'a jamais été aussi bas,¹⁴ que la mortalité

infantile a reculé,¹⁵ que le niveau d'instruction élémentaire progresse¹⁶ et que neuf filles sur dix dans le monde – 75 % ans les pays en développement – achèvent leur cycle d'études primaires.¹⁷

Ce sentiment dérangeant de savoir que tant des avancées dont le monde devrait se réjouir passent inaperçues est décrit dans le bestseller du regretté Hans Rosling intitulé « Factfulness », où il explique que la plupart des gens sont ignorants des progrès impressionnants qui sont réalisés, mais partent du principe que les choses vont mal, et ne feront qu'empirer (Rosling, 2018_[13]). Pour Rosling, une façon plus utile, et plus exacte, d'appréhender la situation mondiale consiste à reconnaître que « le monde va mal, ce qui ne l'empêche pas d'aller mieux », et qu'une vision factuelle du monde peut amener les gens à identifier les menaces réelles et à y remédier.

Apporter de l'espoir : contribuer à l'instauration d'une vie meilleure

Les nations et les sociétés détiennent les clés de leur propre progrès. La coopération internationale pour le développement ne peut pas s'attribuer à elle seule le mérite des progrès accomplis au regard du développement, mais elle peut se prévaloir d'un rôle d'accompagnement qui contribue à la concrétisation des avancées obtenues. Elle apporte une valeur ajoutée, permet, par son effet catalyseur, de mobiliser des investissements additionnels, s'avère en définitive infiniment moins coûteuse que l'inaction, et elle profite à tous en aidant à prévenir des problèmes ultérieurs.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a défini 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui permettront de porter plus loin encore ces progrès. Il souligne la nécessité d'établir des stratégies et de réaliser des investissements dans le cadre d'une approche globale du fait de l'interconnexion des objectifs poursuivis – aucun objectif ne peut être atteint isolément, et tant qu'il y aura des laissés-pour-compte,

« Est-ce que dire que 'les choses s'améliorent' implique que tout va bien, et que nous n'avons aucune raison de nous inquiéter ? Certainement pas : le monde va mal, mais il est vrai aussi que le monde va mieux. C'est comme cela que nous devons appréhender l'état actuel du monde. »

- Hans Rosling

Le développement durable ne sera qu'une illusion. L'engagement de ne laisser personne de côté est indissociable de la coopération pour le développement. Par essence, c'est un engagement à réduire les écarts qui persistent entre les nations, et les populations au sein des sociétés, et à faire en sorte que ceux qui étaient privés de l'accès aux progrès et aux opportunités offertes aux autres deviennent la priorité.

S'il peut être tentant, mais par trop facile, de se laisser submerger par une vague de catastrophisme face aux problèmes du monde, la résilience des individus et leur détermination à se construire un nouvel avenir, pour eux-mêmes et pour la collectivité donne des raisons d'être optimiste. Comment ne pas tirer les leçons du parcours exemplaire de Faustin Kalivanda, un rescapé de l'épidémie d'Ébola en République démocratique du Congo, aujourd'hui infirmier dans le cadre du programme de l'Organisation mondiale de la santé qui lui a sauvé la vie.¹⁸ Ou de celui d'Héctor Alvarado Cantillo, éleveur de cochons au Costa Rica,

ENCADRÉ 1.2. LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT AUJOUR'HUI : QUOI, QUI ET COMMENT

Par essence, la coopération pour le développement vise à soutenir les efforts que déploient les pays en développement pour améliorer l'existence de leurs citoyens, en ne laissant personne de côté.

Selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, la coopération pour le développement et les politiques qui s'y rapportent ont pour finalité de contribuer à la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et à un avenir où aucun pays ne dépendra plus de l'aide (OCDE-CAD, 2017^[14]). Comme le définit le Forum des Nations Unies pour la coopération en matière de développement, elle vise explicitement à soutenir les priorités nationales et internationales de développement ; elle n'a pas de but lucratif, sert les priorités des pays en développement et s'appuie sur des relations de coopération qui ont pour objet de renforcer le processus d'appropriation par les pays en développement.

La coopération pour le développement englobe un ensemble de plus en plus diversifié d'acteurs publics, multilatéraux et non étatiques qui travaillent différemment – d'État à État, d'individu à individu, entre pairs, entre secteur public et privé – à la promotion du développement durable. Au sein de la sphère publique, les principales communautés de la coopération pour le développement sont les membres du CAD, les participants ou les associés à ces travaux, ou encore les acteurs de la coopération Sud-Sud. Nombreux sont les pays qui unissent leurs efforts pour mobiliser des ressources politiques, techniques et financières à l'appui de projets de développement par le biais d'activités de coopération triangulaire ou d'initiatives et de fonds de développement à l'échelon mondial ou régional (OCDE, 2019^[15]).

En 2011, plus de 160 pays et de 50 organisations internationales sont convenus de principes communs à l'appui d'une coopération efficace pour le développement (OCDE, 2011^[16]), que reprend le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba. Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement est le fer de lance de la mise en œuvre de ces principes au sein de cette pluralité d'acteurs du développement, pouvoirs publics, société civile, secteur privé, parlementaires et bien d'autres encore.

L'aide publique au développement est la mesure statistique des apports de ressources au titre de la coopération pour le développement convenue par les membres du CAD. Pour entrer dans la catégorie de l'aide publique au développement, ces apports doivent remplir les critères suivants : être fournis par le secteur public, avoir pour objectif principal d'améliorer le développement économique et le niveau de vie, et être assortis de conditions financières libérales (OCDE, sans date^[17]). Devant la nécessité de prendre en compte d'autres ressources investies dans le développement durable, un groupe d'étude international de composition diversifiée élabore actuellement une mesure statistique commune du soutien public total au développement durable (TOSSD), qui englobe la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (OCDE, 2019^[18]).

Note :

La coopération Sud-Sud renvoie à un cadre général de collaboration politique, économique, sociale, culturelle, environnementale et technique entre les pays du monde du Sud. Ces pays mettent en commun connaissances, compétences, expertise et ressources dans le but d'atteindre leurs objectifs de développement grâce à une action concertée. Voir UNOSSC (2017^[19]).

La coopération triangulaire fait intervenir différents acteurs dans les rôles de bénéficiaire, de partenaire pivot et de facilitateur afin de mettre au maximum à profit leurs avantages comparatifs, de partager leurs connaissances et leur expertise, et d'encourager l'innovation, l'apprentissage mutuel et la responsabilité mutuelle. Des exemples éloquentes de coopération triangulaire en action sont présentés dans (OCDE, 2019^[15]).

qui a construit une installation de biogaz pour transformer des déchets agricoles polluants en une source d'électricité renouvelable à l'intention des communautés locales, avec le concours de l'agence allemande de développement GIZ.¹⁹ Ou celui encore de May Kimleang, une étudiante cambodgienne qui a été formée à la gestion des déchets et à l'agriculture résiliente au changement climatique dans l'une des dix écoles écologiques soutenues par la Cambodia Climate Change Alliance financée par l'Union européenne.²⁰ Leurs histoires, et bien d'autres comme les leurs, sont là pour nous rappeler que la coopération internationale pour le développement est à l'origine de résultats qui s'inscrivent dans la durée.

Mettre en avant ces exemples réussis peut aider à attirer l'attention sur les progrès que nous avons accomplis et les opportunités qui s'offrent à nous de créer un monde meilleur, aujourd'hui et pour les générations futures. Il est tout aussi important de faire tomber certains des mythes et des interprétations erronées qui entourent la coopération internationale et le rôle que jouent les différents types de coopération, tout en gardant à l'esprit qu'aucun pays n'est trop pauvre pour ne pas partager des savoir-faire et qu'aucun pays n'est trop riche pour ne pas apprendre des autres.

Le meilleur moyen de combattre les interprétations erronées que suscite la coopération pour le développement est de mettre en valeur ses qualités et ses atouts spécifiques, au-delà de l'aspect financier, à l'appui d'un développement durable qui profite à tous.

Il est moins coûteux de prévenir que de guérir

La coopération internationale pour le développement est largement perçue comme plus coûteuse qu'elle ne l'est réellement. Elle est pourtant l'illustration, maintes fois démontrée, du vieil adage selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir, alors

ENCADRÉ 1.3. ÉCLAIRAGES ISSUS D'ENQUÊTES D'OPINION SUR LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE NATURE À ÉTAYER UN NOUVEAU DISCOURS

Les opinions qui suivent sont issues de récentes enquêtes menées par Eurobarometer, Development Engagement Lab, et de sondages nationaux.

Les enquêtes d'opinion font généralement état d'attitudes positives du public à l'égard de la coopération pour le développement. L'aide au développement est généralement perçue par les personnes interrogées comme bénéfique pour tous. Les gens souhaiteraient généralement en savoir plus sur le sujet : par exemple, 55 % des Néo-zélandais disent « être très insuffisamment informés » ou « insuffisamment informés » sur la question (New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2019^[20]) et 77 % des Français déclarent n'avoir que peu d'informations sur l'aide extérieure (AFD, 2017^[21])

Le soutien apporté est important et augmente dans certains pays. Près de neuf citoyens de l'Union européenne (UE) sur dix ayant répondu à une enquête d'Eurobarometer en juin 2019 ont déclaré que la coopération pour le développement jouait un rôle important de soutien aux populations des pays en développement. Un résultat qui est conforme aux constats dressés ces dernières années selon lesquels la coopération pour le développement est l'une des politiques de l'UE la plus positivement perçue. D'autres sondages réalisés par Aid Attitudes Tracker (2013-18) font apparaître un soutien en France pour une augmentation des dépenses d'aide qui est passé de 18 % à 33 %, contre une proportion d'opinions favorables à une baisse des dépenses d'aide reculant de 43 % à 27 %. Le public allemand part d'un niveau de soutien plus élevé que dans les autres pays, mais la progression est plus modeste.

L'aide au développement apporte une assistance au sein des pays et à l'étranger. Dans l'ensemble, l'opinion publique estime que les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle utile pour faire reculer la pauvreté. La France se singularise, montrant la hausse la plus prononcée d'opinions favorables à l'idée que les pouvoirs publics peuvent effectivement réduire la pauvreté dans les pays à faible revenu.

Environ un tiers des personnes interrogées en France, en Allemagne et au Royaume-Uni sont d'accord pour penser que l'aide au développement aide les pays pauvres à devenir auto-suffisants. Les personnes interrogées étaient plus susceptibles d'être en accord qu'en désaccord avec l'affirmation selon laquelle la coopération pour le développement aide les pays pauvres à promouvoir la croissance de leur économie. Les personnes interrogées voient également les bienfaits qui en découlent dans leur pays même, puisque plus d'un tiers d'entre elles estiment que l'aide au développement accroît l'influence de leur pays dans le monde, et quatre sur dix jugent que c'est un moyen non négligeable de nouer des amitiés et des alliances. Les personnes interrogées tendent davantage à être en accord qu'en désaccord avec l'affirmation selon laquelle l'aide au développement favorise la vente de biens et de services partout dans le monde.

Quels sont les domaines jugés prioritaires ? L'éducation, la santé (notamment la lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH/sida et le paludisme, ainsi que l'accès à la vaccination) et les infrastructures (routes, accès à l'eau salubre, assainissement et télécommunications) se classent en tête des 11 domaines identifiés par Development Engagement Lab. L'allègement de la dette, la promotion de la bonne gouvernance et l'autonomisation des femmes sont jugés moins prioritaires.

Les données obtenues au Royaume-Uni mettent en évidence l'importance grandissante du changement climatique, une majorité des personnes interrogées (51 %) le citant parmi leurs principales préoccupations. Plus de 20 % des répondants ont évoqué l'éducation, les soins de santé, l'eau salubre et la faim dans les pays en développement au rang des questions importantes à leurs yeux (Development Engagement Lab, septembre 2019).

Qu'en est-il de la corruption et de la mauvaise utilisation de l'aide ? Aux États-Unis, plus de 50 % des personnes interrogées pensent que, pour l'essentiel, l'aide n'atteint pas les destinataires visés, un chiffre qui monte jusqu'à plus de 60 % en France, en Allemagne et au Royaume-Uni (données de 2018, Development Engagement Lab). Les personnes interrogées se montraient convaincues que c'était à cause de politiciens corrompus que la coopération pour le développement ne touchait pas les populations qui en ont besoin. En dépit de cela, les études sur l'opinion publique montrent que ce ressenti ne nuit pas au soutien global qui est apporté à la coopération pour le développement, ce qui reste un paradoxe.

Source: Development Engagement Lab (2019^[22]), Opinion Polls on International Development (site web) <https://focus2030.org/Focus-2030-2> ; Kantar Belgium, (2019^[23]), Spécial Eurobaromètre 494 : Les citoyens de l'EU et la coopération au développement https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/eurobarometer-2019-ebs-494-report_fr.pdf

même que les contribuables surestiment systématiquement le montant des ressources allouées par leurs gouvernements aux projets d'aide au développement.²¹ *L'Institute for Economics and Peace* a ainsi calculé que chaque dollar investi dans des initiatives de consolidation de la paix permet aujourd'hui d'économiser 16 USD en évitant l'apparition de conflits futurs.²² De même, selon des conclusions de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale, les investissements dans la prévention des conflits peuvent se traduire en économies annuelles d'un montant de 33 milliards USD à l'échelle mondiale dans des scénarios neutres, et de 5 milliards USD dans les scénarios les plus pessimistes (ONU/Banque mondiale, 2018₍₂₄₎).

L'éducation est un autre domaine source d'économies futures. Il est démontré que chaque dollar supplémentaire investi dans des programmes d'éducation de qualité pour la petite enfance peut rapporter entre 6 et 17 USD en bénéfices économiques (Groupe de la Banque mondiale/UNICEF, 2018₍₂₅₎). Les retombées positives des dépenses d'éducation sur le plan de la prévention sont particulièrement prononcées s'agissant des filles, dont les niveaux d'éducation sont, aujourd'hui encore, inférieurs à ceux des garçons dans de nombreux pays. Les filles dont la scolarité est interrompue gagnent en général beaucoup moins que leurs homologues masculins et ont moins de contrôle sur leur existence. Ainsi, elles risquent davantage d'être mariées ou d'avoir des enfants précocement, ce qui met leur propre santé et celle de leurs enfants en péril, et accroît le taux de fécondité total. Les effets de la prévention vont toutefois bien au-delà du respect des droits des femmes à décider pour elles-mêmes. Des recherches menées pour la Banque mondiale, résumées dans une étude de 2018, ont révélé que les perspectives d'éducation limitées qui sont offertes aux filles représentent pour les pays un manque à gagner de 15 000 à 30 000 milliards USD en termes de productivité et de revenus tout au long de la vie, et ont conclu que

l'enseignement secondaire universel pourrait pratiquement mettre fin au mariage des enfants et réduire le taux de fécondité total d'un tiers dans les 18 pays étudiés.²³

Stimuler les exportations et la création d'emplois dans les pays donneurs

Les retombées positives de la coopération pour le développement ne concernent pas uniquement les pays partenaires. Des études menées dans un certain nombre de pays de l'OCDE ont révélé que les activités de coopération pour le développement y stimulent également les exportations et la création d'emplois. Un examen a fait apparaître que chaque euro dépensé au titre de l'aide allemande entre 1978 et 2011 a entraîné une hausse moyenne de 0.83 EUR des exportations nationales de biens, et que l'augmentation des recettes d'exportation a contribué à la création d'environ 216 000 nouveaux emplois²⁴. Une autre étude a établi qu'au Royaume-Uni, chaque dollar de financement bilatéral direct du développement entraîne une hausse de 0.22 USD des exportations, et que sur la seule année 2014, les 5.9 milliards USD alloués par le Royaume-Uni à l'aide bilatérale directe avaient entraîné une hausse des exportations nationales de 1.3 milliard et créé 12 000 emplois²⁵. Un rapport de *l'Australian National University* a mis en évidence des retombées positives encore plus importantes pour les donneurs, chaque dollar d'aide australienne se traduisant par une augmentation de 7.10 USD des exportations nationales en direction du pays bénéficiaire.²⁶

Renforcer les institutions et les capacités locales à l'appui d'une plus grande autonomie

La production de recettes publiques permettant aux pays en développement de financer leur propre développement durable joue un rôle catalyseur pour le soutien apporté aux pays en développement. La mobilisation des ressources intérieures est au cœur du Programme d'action d'Addis-Abeba

(Nations Unies, 2015^[26]),²⁷ l'accord historique sur le financement du développement conclu en 2015. Le programme prévoit des mesures destinées à stimuler les recettes publiques, notamment l'amélioration de la collecte de l'impôt et la lutte contre la fraude fiscale. Ce type particulier de coopération internationale pour le développement favorise une plus grande autonomie, tout en étant garant de l'équité de l'accord pour toutes les parties prenantes.

D'après l'estimation, prudente, de l'OCDE, l'évasion fiscale ou l'exploitation des écarts entre les législations fiscales représente chaque année jusqu'à 240 milliards USD. Ce manque à gagner pèse particulièrement lourd dans les pays en développement qui dépendent dans une grande mesure de l'impôt sur les sociétés. L'initiative Inspecteurs des impôts sans frontières aide les pays à renforcer leurs propres capacités de contrôle fiscal. En octobre 2018, l'initiative avait aidé dix pays à collecter plus de 414 millions USD de recettes fiscales qui leur auraient peut-être échappé. Le renforcement des capacités fiscales semble avoir pour effet d'émousser le scepticisme des contribuables locaux, une évolution qui, de son côté, améliore le respect volontaire de la législation fiscale locale par les citoyens, les recettes fiscales intérieures et le financement du développement (OCDE, 2019^[27]).²⁸

L'instauration de règles du jeu équitables dans les échanges internationaux est un autre moteur de la croissance économique. Les travaux conjoints menés par l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce au titre de l'initiative de l'Aide pour le commerce portent sur la façon dont les pays en développement peuvent améliorer leur compétitivité ; développer et diversifier leurs échanges ; attirer l'investissement direct étranger ; créer des emplois ; et donner aux femmes, aux jeunes et aux micro, petites et moyennes entreprises la possibilité de participer aux échanges. Selon des données concrètes, chaque dollar d'aide pour le commerce entraîne 8 USD d'échanges supplémentaires pour tous les pays en

développement et 20 USD pour les pays les moins avancés (OCDE/ OMC, 2019^[28]).²⁹

Si ces caractéristiques uniques de la coopération internationale pour le développement apportent aux pays en développement une aide nécessaire, ce sont les politiques nationales de ces derniers qui sont les véritables éléments cruciaux de l'obtention de résultats durables au regard du développement, un enseignement que fait partager la Corée, membre du CAD (Encadré 1.4). La coopération internationale pour le développement ne se résume pas à la simple mise à disposition, dans le but de répondre à une demande, de ressources financières sous la forme de dons et de prêts destinés à contribuer à atteindre des objectifs ambitieux de politique intérieure. Elle consiste également en trois éléments importants : le soutien politique, les capacités techniques et la mise en commun des connaissances.

Le développement devrait être piloté par les pays en développement eux-mêmes, selon une approche pragmatique adaptée à leurs situation et besoins particuliers

- Byung-se Yun, ancien ministre coréen des Affaires étrangères

Le cas de l'Éthiopie offre une bonne illustration de ce principe. Le Programme de filet de sécurité productif (*Productive Safety Net Program - PSNP*), piloté par le gouvernement éthiopien, a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté en mettant en place des transferts d'argent ou de nourriture aux citoyens capables de contribuer à des projets dont l'objectif prioritaire est la résilience climatique.

Lancé en 2005, le PSNP est aujourd'hui le programme d'adaptation au changement climatique le plus important d'Afrique.³⁰ Les résultats obtenus grâce au projet, qui a contribué à réduire de moitié les taux de pauvreté, en font un modèle à suivre par d'autres pays d'Afrique.³¹ Les coûts du PSNP, qui est actuellement dans sa quatrième phase, sont partagés entre le gouvernement éthiopien, la Banque mondiale et au moins neuf pays fournisseurs de coopération pour le développement.³²

La Tunisie offre un autre exemple de soutien de l'action locale par la coopération pour le développement. Depuis 2011, les Tunisiens ont participé à plusieurs élections présidentielles et parlementaires libres, ont adopté une nouvelle constitution et ont élu un parlement qui affiche une représentation femmes-hommes plus équilibrée que celle de la plupart des pays de l'OCDE.³³ La transition démocratique en cours est animée de l'intérieur, mais est également appuyée par un soutien international, dont celui du Partenariat de Deauville, une initiative soutenue par le Groupe des sept qui préconise un dialogue constant sur les enjeux économiques et les défis de gouvernance

au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.³⁴ Des fonds groupés auxquels participent divers pays et organisations octroient également un soutien financier destiné à renforcer la stabilité économique en Tunisie, et à promouvoir une bonne gouvernance, la création d'emplois, la diversification économique et la cohésion sociale.³⁵

Le Viet Nam a lui aussi grandement tiré parti de la coopération pour le développement lors de sa transition sociale et économique. Depuis les premières réformes du marché (*Đổi Mới*) qui ont eu lieu à la fin des années 80, à l'époque où le pays était l'un des plus pauvres du monde, le Viet Nam a accompli une évolution en profondeur qui l'a amené au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui est le sien aujourd'hui. Son produit intérieur brut double à peu près tous les dix ans et la pauvreté absolue (moins de 1.9 USD par jour) a reculé pour passer de 50 % à moins de 4 % de la population aujourd'hui, sous l'effet de la croissance économique associée à des investissements dans la protection sociale³⁶. Au cours de cette période, le soutien et la coopération pour le développement apportés par un ensemble

ENCADRÉ 1.4. ENSEIGNEMENTS À DÉGAGER DE L'EXPÉRIENCE DE LA CORÉE EN MATIÈRE DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

La Corée est devenue membre du Comité d'aide au développement en 2010, une adhésion qui a couronné son évolution remarquable hors de l'extrême pauvreté grâce au pouvoir catalyseur de la coopération pour le développement et d'autres ressources. En plus d'acheminer de l'aide publique au développement, de se reconstruire après la guerre et de mettre en place l'infrastructure sociale nécessaire à la croissance économique, la Corée s'est employée à mobiliser d'autres sources de financement du développement afin d'atteindre l'indépendance budgétaire. Alors ministre des Affaires étrangères, M. Byung-se Yun avait en 2014 conseillé aux pays en développement qui souhaitent accomplir la même transition d'en prendre les rênes et de mobiliser des ressources pour le développement en utilisant la fonction de catalyseur de l'aide publique au développement. « Le développement devrait être piloté par les pays en développement eux-mêmes, selon une approche pragmatique adaptée à leurs situation et besoins particuliers », avait-il déclaré. « Il faut que chaque pays renforce sa capacité à instaurer des mesures et des institutions qui soutiennent efficacement sa vision stratégique du développement sur le terrain ».

Source: Yun, B, 2014 ^[29] « Point de vue : La façon dont la Corée a utilisé l'APD peut guider les autres pays dans leur développement » cité dans (OCDE, 2015 ^[30]), <https://doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>

d'organisations multilatérales et de pays ont permis d'améliorer les infrastructures et les services économiques, ainsi que les secteurs sociaux. Aujourd'hui, alors que le Viet Nam poursuit sa transition vers le statut de pays à revenu intermédiaire, l'aide publique au développement continue de jouer un rôle, même si la part du financement total à l'appui du développement qu'elle représente décroît.³⁷

Des solutions nouvelles

Les projets à l'appui du développement s'inscrivent aujourd'hui dans des approches nouvelles et innovantes afin de proposer des solutions efficaces. L'initiative *Building Blocks* du Programme alimentaire mondial a par exemple recours à la technologie de la chaîne de blocs pour renforcer l'efficacité de l'acheminement de l'aide alimentaire à plus de 100 000 réfugiés syriens en Jordanie³⁸. Le programme *Phones Against Corruption* est un système de signalement par SMS élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement et Mobimedia, une entreprise de télécommunications australienne.

Il permet de signaler simplement et anonymement les cas de corruption en Papouasie-Nouvelle-Guinée³⁹, qui se classe dans les derniers rangs dans l'Indice de perception de la corruption de *Transparency International* (Transparency International, 2018^[31]). En 2015, *Phones Against Corruption* avait reçu plus de 20 000 messages qui ont abouti à plus de 250 enquêtes pour corruption et à l'arrestation de deux agents publics pour mauvaise gestion portant sur un montant supérieur à 2 millions USD.

L'utilisation des technologies numériques dans les interventions menées en réponse à des crises est un autre exemple d'innovation. La plateforme de cartographie numérique Ushahidi permet à des ressortissants de différents pays de signaler leur présence sur une carte lors d'une crise via la technologie GPS, qui leur donne accès à un canal de communication direct avec les organismes gouvernementaux ou les organisations les

plus à même de répondre à leurs besoins urgents. Un tel projet ne serait pas réalisable en l'absence de partenariats entre des fondations, des acteurs de la société civile et du secteur privé et des organismes d'aide au développement.⁴⁰

Les nouvelles solutions ne se contentent pas de tirer parti de la technologie, elles s'étendent aux projets de financement innovants. Au nombre des nouvelles approches visant notamment à attirer les capitaux dans les zones rurales des pays en développement, on peut citer le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC). Lancé par le Fonds international de développement agricole, il propose des prêts et des prises de participation adaptés aux besoins des petites et moyennes entreprises, des organisations d'agriculteurs et des institutions financières rurales (Fonds international de développement agricole, 2019^[32]).

La coopération pour le développement est tenue de respecter des normes nationales et internationales rigoureuses

Si, parmi le public, la perception selon laquelle une proportion trop importante du financement public du développement se perd dans la corruption et le gaspillage est largement répandue, les dépenses de développement sont, dans les faits, soumises à une surveillance et à des obligations rigoureuses de reddition de comptes. En cas de corruption avérée, une tolérance zéro est appliquée et des procédures efficaces sont lancées afin de la signaler, d'y remédier et de la sanctionner. La plupart des organismes d'aide au développement encouragent et soutiennent les lanceurs d'alerte⁴¹. Les dépenses de développement font également régulièrement l'objet d'examen, d'audits et d'évaluations nationaux et internationaux des dépenses et des performances. Ces examens indépendants concluent dans une grande majorité des cas que les dépenses d'aide sont efficaces. Au Royaume-Uni, par

exemple, la *Independent Commission for Aid Impact* a passé en revue les conclusions de 28 examens des performances de l'aide allouée par le pays entre 2015 et 2019, et a estimé que les résultats de deux tiers des examens étaient positifs ou satisfaisants (ICAI, 2019^[33]).

Le scepticisme quant à l'efficacité de la coopération pour le développement, qui n'est pas nouveau (Encadré 1.5), est une source de préoccupation pour la plupart des parties prenantes. Dans les faits, la communauté internationale investit massivement dans le renforcement de l'efficacité depuis 2003. S'il y a toujours des marges d'amélioration, il convient de remarquer que le rapport de suivi 2019 du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement constate que les pays ont accompli des avancées considérables dans le renforcement de la qualité de la planification du développement national au fil des années, et que les dispositifs de reddition mutuelle des comptes au niveau des pays sont en train d'évoluer et de devenir plus inclusifs.⁴²

Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – un forum international qui rassemble nombre des plus importants fournisseurs de

coopération pour le développement – se soumettent à des examens par les pairs afin d'évaluer dans quelle mesure ils respectent leurs engagements à l'appui du développement international, et d'apprécier les capacités de leurs systèmes à assurer la réussite de leurs partenariats et de leurs projets⁴⁴. Sur la base de ces examens, les membres de l'OCDE formulent ensuite des recommandations officielles à l'intention des pays, qui sont mises en œuvre dans environ 80 % des cas. Depuis 2015, le Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN) a évalué les performances de 26 organisations multilatérales qui reçoivent un niveau élevé de financement de la coopération pour le développement⁴⁵. Un examen des évaluations du MOPAN mené récemment a constaté que les performances des organisations multilatérales étaient globalement satisfaisantes.⁴⁶

La communauté du développement a également mis en place des dispositifs visant à inciter l'instauration de normes, de pratiques et de valeurs communes. La Recommandation du CAD sur l'articulation entre action humanitaire, développement et

ENCADRÉ 1.5. LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EST-ELLE EFFICACE ?

Un examen mené en 2019 sur la base d'études empiriques consacrées à l'impact et l'efficacité de l'aide au développement à l'appui du développement international s'ouvre sur ce rappel : le débat sur l'efficacité de l'aide extérieure est aussi ancien que l'histoire de l'aide extérieure elle-même. Cet examen, mené par des chercheurs de l'Université d'Afrique du Sud, conclut également qu'il existe d'abondantes preuves de l'efficacité de l'aide extérieure en matière de lutte contre la pauvreté (Mahembe et Odhiambo, 2019^[34]).

De même, un article paru en 2016 dans le *World Bank Economic Review* concluait que les effets macroéconomiques à long terme de l'aide sont systématiquement positifs, et que l'aide extérieure contribue grandement à atteindre les objectifs de développement (Arndt, Jones et Tarp, 2016^[35]).

En outre, une étude de *Congressional Research* publiée en début d'année aux États-Unis⁴³ a également constaté qu'une aide extérieure efficace était propice aux transitions démocratiques en offrant une aide à l'organisation d'élections, en appuyant les réformes judiciaires et celles mises en œuvre pour améliorer l'application de la loi, et en favorisant le soutien aux droits humains et démocratiques.

Source: (Nations Unies, 2019^[36]) Climate change and poverty: Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_HRC_41_39.pdf.

recherche de la paix, adoptée récemment, a ainsi pour objectif de promouvoir une action plus cohérente entre les principaux acteurs internationaux de l'action humanitaire, du développement et de la recherche de la paix dans les contextes de crise et de fragilité⁴⁷.

Elle réclame une approche commune qui privilégie la prévention toujours, le développement dans toute la mesure du possible, et l'action humanitaire si nécessaire.

Le CAD a en outre réagi rapidement lorsque des scandales retentissants ont mis au jour, en 2018, des cas d'abus sexuels commis par des acteurs du développement. En 2019, il a produit une Recommandation sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire, dont l'importance est fondamentale⁴⁸. Cette recommandation a constitué le premier accord multilatéral visant à rendre les États membres comptables et à aider les pays à améliorer leurs systèmes de manière à lutter contre les conduites sexuelles répréhensibles, à prendre les mesures nécessaires à leur rencontre dans le secteur du développement, et à définir un cadre clair centré sur les victimes et les survivants. Elle représente également un engagement d'assumer un rôle directeur de manière à s'attaquer plus efficacement aux inégalités et aux déséquilibres du pouvoir entre les sexes.

La coopération pour le développement est plus nécessaire que jamais

Malgré toutes ces évolutions positives, le sentiment va croissant que nous avons atteint un moment charnière dans l'instauration d'un développement durable : les progrès sont trop lents, nous laissons des personnes de côté et nous ne parvenons pas à atteindre ceux qui sont le plus défavorisés. De bien des façons, le monde n'a jamais eu autant de moyens en main pour relever les défis qui se posent en matière de développement.

L'évolution rapide des technologies ouvre de vastes perspectives en termes de partage de connaissances, de renforcement de l'efficacité de la mise en œuvre de la coopération et de conception de solutions créatives visant à relever ces défis. Or, le caractère contextuel du développement fait qu'il s'agit d'un processus constant, et la réalité de la coopération pour le développement fait que cette coopération doit s'adapter aux défis – évolutifs, persistants ou émergents – qui mettent continuellement à l'épreuve le système de développement et ses acteurs.

À un tournant décisif sur la voie du développement durable

La vision ambitieuse et porteuse de transformation qui sous-tend le Programme 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) interdépendants est celle d'un développement durable universel : tout le monde y gagne ou y perd. Les données les plus récentes montrent que les mesures prises pour atteindre ces objectifs mondiaux sont insuffisantes. Dans leur rapport de 2019 faisant le point sur la réalisation des ODD, les Nations Unies constatent que l'extrême pauvreté demeure obstinément élevée dans les pays à faible revenu et les pays touchés par un conflit ou des bouleversements politiques, en particulier en Afrique subsaharienne, et indiquent que selon les prévisions, 6 % de la population mondiale vivront toujours dans l'extrême pauvreté en 2030.⁴⁹ En outre, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté pour la troisième année consécutive.⁵⁰ Le nombre de conflits violents n'a jamais été aussi élevé au cours des 30 dernières années et la fragilité touche 28 % de la population mondiale. Seuls 18 % des contextes de fragilité sont en passe d'atteindre certaines cibles d'ODD.⁵¹ Le nombre de personnes déplacées atteint un niveau inégalé depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Les quatre dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et il est presque certain que cette tendance se poursuivra.⁵²

Parallèlement, la montée des tensions géopolitiques et commerciales entre les principales économies mondiales semble freiner le potentiel de croissance.⁵³ La transformation numérique rapide de l'économie mondiale et les interactions sociales quotidiennes transforment l'avenir du travail dans le monde⁵⁴ – une évolution qui ouvre des perspectives tout en créant des risques pour les pays moins bien intégrés dans l'économie mondiale.⁵⁵ Les chocs climatiques, plus fréquents, bouleversent également les perspectives de croissance et de développement et mettent en péril des acquis durement obtenus⁵⁶ en accroissant l'insécurité alimentaire, les risques pour la santé et la vulnérabilité des populations face aux événements climatiques extrêmes.

La communauté internationale, en ne prenant pas les mesures nécessaires pour donner suite aux engagements qu'elle a pris en matière de financement, réduit elle-même sa capacité à faire face à ces défis interdépendants. Seuls cinq pays du CAD, ainsi que certains pays donateurs de la région du Golfe et la Turquie, atteignent l'objectif international visant à consacrer 0.7 % du revenu national brut à l'APD. L'incapacité d'un nombre aussi élevé de pays donateurs à honorer cet engagement est décuplée par les problèmes découlant de l'apathie dont font preuve de nombreux gouvernements de pays partenaires pour réformer leurs systèmes et mobiliser et investir leurs ressources internes dans l'intérêt supérieur de leurs citoyens.

Éliminer la pauvreté et lutter contre les inégalités, notamment entre les sexes

Les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par la pauvreté. Il ne peut tout simplement pas y avoir de développement durable si la moitié de l'humanité continue d'être privée de droits et de chances. Beaucoup de femmes se voient refuser l'accès à l'espace politique, ce qui les empêche d'exprimer leurs préoccupations, de façonner les politiques et d'accéder à certains

services en raison des inégalités entre les sexes. Les femmes ont tendance à occuper les emplois les plus précaires, les emplois non rémunérés et les emplois les moins bien rémunérés.⁵⁷ La violence à l'égard des femmes est un phénomène répandu dans le monde entier⁵⁸. L'exposition aux situations de conflit ou de fragilité ne fait qu'aggraver les inégalités structurelles. Dans les situations de conflit, par exemple, les jeunes filles courent 2.5 fois plus de risque de ne pas être scolarisées que les garçons ; neuf des 10 pays où les taux de mariages d'enfants sont le plus élevés sont considérés comme fragiles ou extrêmement fragiles.⁵⁹

L'ODD 5, qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, est un objectif central du Programme 2030. Même si les tendances montrent qu'un nombre croissant de pays privilégie cet objectif en mettant en place des politiques étrangères et internationales féministes⁶⁰ et en accroissant leurs budgets dédiés à l'égalité femmes-hommes, l'ODD 5 continue d'être l'objectif qui souffre le plus d'un déficit de financement par rapport aux autres objectifs du programme – en 2016-17, les apports de financement dirigés vers des programmes de développement ciblant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en tant qu'objectif principal ne représentaient que 4 % de l'APD.

Sur les 20 pays les plus jeunes du monde, 19 sont africains. Le nombre de jeunes en Afrique devrait, selon les prévisions, être multiplié par deux pour atteindre 830 millions d'ici à 2050. Avec 30 millions de jeunes Africains entrant chaque année sur le marché du travail jusqu'en 2030, la création d'emplois est loin de suivre le rythme requis pour répondre aux exigences et aux besoins futurs de cette population.⁶¹ Les conséquences du chômage des jeunes sont graves et universelles. Le chômage des jeunes peut en effet faire le lit des conflits, encourager les migrations irrégulières et maintenir des générations entières dans la pauvreté et les inégalités – une véritable « bombe à

retardement », selon les termes du Président du Botswana Mokgweetsi Masisi.⁶²

Pas moins de 730 millions de personnes vivent actuellement dans l'extrême pauvreté et un nombre aussi élevé que 2.3 milliards de personnes vivent dans des contextes fragiles. Pour contribuer à mettre fin à de telles conditions de vie à l'horizon 2030, des interventions plus intelligentes, plus adaptées au contexte et plus soucieuses de la problématique femmes-hommes sont nécessaires dans le domaine humanitaire, du développement et de la recherche de la paix. La communauté internationale a désormais conscience de l'immensité et de l'urgence de cette tâche. Les données de l'OCDE montrent que le financement public à l'appui du développement dans les contextes fragiles représentait plus de 74 milliards USD au titre de l'APD nette en 2017.⁶³

Pour autant, est-il réellement possible de ne laisser personne de côté dans un monde aussi inégalitaire ? Si l'on veut instaurer un développement durable et inclusif, il est impératif de s'atteler à l'un des plus grands défis qui se posent au monde, à savoir les inégalités économiques croissantes et corrosives qui entraînent une fragmentation de nos sociétés.⁶⁴ Le creusement des inégalités de revenu s'accompagne d'un accroissement des inégalités de patrimoine, lesquelles ont atteint un niveau atterrant : désormais, 1 % de la population mondiale détient 50 % de la richesse mondiale.⁶⁵

Les sombres perspectives qui se dessinent en ce qui concerne la concrétisation des Objectifs de développement durable sur les dix prochaines années mettent en relief combien il est essentiel d'axer la coopération internationale pour le développement sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, l'élimination de l'extrême pauvreté et l'inversement de la tendance à l'accroissement des inégalités, en mettant l'accent sur la création d'emplois. En particulier, la coopération pour le développement devrait expressément prendre en compte l'imbrication des

inégalités subies par les femmes et les personnes qui appartiennent à des groupes marginalisés ou vulnérables.⁶⁶

S'attaquer aux causes profondes de la fragilité

La fragilité se manifeste par des conflits, par le terrorisme, par des homicides, par la pauvreté, par des déplacements forcés, par des catastrophes et par la famine. Elle n'atteint pas nécessairement un niveau de crise tel que le pays ou le contexte concerné attire subitement l'attention du monde ou apparaît, même brièvement, sur les écrans de télévision ou dans les fils d'actualité. Elle se niche là où le développement équitable et durable fait le plus défaut et là où il existe des niveaux inacceptables de souffrance humaine. Elle s'enracine dans les situations de crise oubliées et les situations d'urgence négligées auxquelles les médias ne s'intéressent que par intermittence,⁶⁷ comme ces 1.5 million d'enfants nécessitant une aide humanitaire en République centrafricaine ou la guerre civile au Yémen qui, après cinq ans de conflit, demeure la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations Unies.⁶⁸

Comme l'indique le rapport *États de fragilité 2018* (OCDE, 2018_[11]), à défaut de s'attaquer aux déterminants de la fragilité et d'apporter un soutien spécifique, la fragilité s'étendra. En l'absence de mesures significatives, 34 % de la population mondiale, soit 3.3 milliards de personnes, vivront dans des contextes fragiles en 2050. Une coopération pour le développement axée sur le long terme est nécessaire pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents de fragilité, et cette coopération exige d'adopter une nouvelle approche qui aborde la fragilité dans toutes ses dimensions, y compris en engageant un dialogue au plus haut niveau afin de remédier à la fragilité politique, en entreprenant une réforme du secteur de la sécurité pour prendre en compte la dimension sécuritaire et en menant une programmation économique, sociale et environnementale afin de s'attaquer aux

autres déterminants de la fragilité. Or, et c'est essentiel, toutes ces interventions sont des processus intensifs qui demandent du temps et de la patience avant de livrer des résultats concrets – un « luxe » dont on peut avoir tendance à se passer pour faire face à des besoins urgents.

Le financement public à l'appui du développement, en particulier les dons et les prêts concessionnels au titre de l'APD, constituent un instrument particulièrement efficace pour lutter contre la fragilité et un des rares apports financiers sur lequel les contextes fragiles peuvent compter.⁶⁹ Toutefois, l'éclatement de plusieurs crises urgentes a provoqué un détournement des budgets de coopération pour le développement, qui ont été utilisés pour financer une aide humanitaire plus que nécessaire et, ces dernières années, les dépenses consacrées aux réfugiés dans les pays donateurs, au lieu de financer des actions de développement de long terme, qui permettent pourtant de s'attaquer aux facteurs de fragilité⁷⁰. Les travaux de l'OCDE visent à faire prendre conscience du fait que tous les besoins des personnes touchées par la fragilité ne sont pas nécessairement humanitaires en soi et que, par conséquent, une réponse humanitaire n'est pas

nécessairement le meilleur instrument pour satisfaire les besoins de ces personnes.

Il convient de puiser dans une gamme plus large d'outils, notamment le dialogue politique, les instruments à l'appui de la paix et les fonds de coopération pour le développement.

Comprendre et mieux gérer les déplacements forcés et les migrations

À la fin de l'année 2018, on comptait près de 71 millions de personnes qui avaient été contraintes de quitter leur foyer en raison d'actes de violence, de persécutions, de conflits ou de catastrophes naturelles. Sur ce nombre, 41.3 millions étaient des déplacés internes, 25.9 millions des réfugiés et 3.5 millions des demandeurs d'asile (HCR, 2019^[38]). Ces chiffres, pour alarmants qu'ils soient, ne comptent pas les nombreuses autres personnes qui ne sont pas en mesure d'échapper aux terribles conditions dans lesquelles ils vivent.

Ce mouvement général de déplacement à l'échelle mondiale a fait sentir ses effets dans l'ensemble des pays d'accueil, suscitant des réponses politiques et sociales variées – de chaleureuses manifestations d'accueil dans des gares ferroviaires à une xénophobie et un racisme croissants. Si l'arrivée massive

ENCADRÉ 1.6. PRENDRE EN COMPTE LE POINT DE VUE DES INTÉRESSÉS AFIN D'AMÉLIORER LA RÉPONSE HUMANITAIRE

Les organisations humanitaires et de développement reconnaissent de plus en plus qu'il est essentiel de prendre en compte le point de vue des personnes bénéficiaires de leur soutien afin d'en améliorer les résultats. Cette question a été soulevée et approuvée lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, en 2016. Les enquêtes réalisées en Afghanistan, au Bangladesh, en Haïti, en Iraq, au Liban, en Somalie et en Ouganda montrent que les personnes interrogées sont de plus en plus nombreuses à considérer que leur point de vue est pris en compte. En Somalie par exemple, jusqu'à 75 % des bénéficiaires d'aide indiquent connaître les dispositifs d'aide mis à leur disposition et avoir le sentiment que les fournisseurs prennent leur point de vue en compte. Des défis demeurent néanmoins, par exemple au Liban, où seulement 31 % des personnes interrogées indiquent connaître les dispositifs d'aide existants et seulement 9 % avoir le sentiment que leur point de vue est pris en compte.

Source: (OCDE, 2019^[37]), Financement humanitaire (page web), <http://www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience/financementhumanitaire/>

ENCADRÉ 1.7. QUELQUES FAITS QUI ILLUSTRONT LES DÉPLACEMENTS

Deux tiers des réfugiés dans le monde proviennent des cinq pays touchés par un conflit qui sont la République arabe syrienne, l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Myanmar et la Somalie. La guerre et la violence ne sont toutefois pas les seuls facteurs de déplacement forcé. L'effondrement de l'économie et les crises politiques et humanitaires en République bolivarienne du Venezuela ont amené 4 millions de Vénézuéliens à fuir vers les pays voisins ces dernières années, dont 1 million accueilli par la Colombie.

Les catastrophes naturelles et les événements climatiques extrêmes provoquent également des déplacements de population. D'après des estimations de l'International Displacement Monitoring Centre, ces phénomènes ont été à l'origine de 17.2 millions de nouveaux déplacements pour la seule année 2018.

Source: (HCR, 2019^[39]). Situation au Venezuela, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Update%20on%20Venezuela%20Situation%20-%20May%202019.pdf>

de migrants à partir de 2015 a provoqué des réactions politiques hostiles dans certains pays de l'OCDE, les récentes crises des réfugiés ont en fait touché de manière disproportionnée les pays pauvres et les pays à revenu intermédiaire, et non les nations riches. Près de 80 % des réfugiés vivent dans des pays qui ont une frontière avec leur pays d'origine (Encadré 1.7). Lorsqu'ils sont autorisés à améliorer leurs moyens de subsistance en occupant un emploi, les réfugiés contribuent également à l'économie locale et, de ce fait, apportent des bénéfices en termes de développement (OCDE, 2018^[11]).

Notre maison brûle : s'attaquer sérieusement au problème du changement climatique et de son impact sur le développement

Aucun enjeu ne met mieux en lumière le caractère commun de notre avenir que la crise liée au changement climatique et à la destruction de l'environnement, qui menace de réduire à néant les acquis durement obtenus en matière de développement et d'éclipser, tout en les aggravant, les autres défis auxquels nous devons faire face. L'essor des mouvements de protestation dans le monde, dont les jeunes inquiets pour leur propre avenir se sont faits le fer de lance, mettent au jour l'absence d'action efficace des pouvoirs publics, du secteur privé et de la communauté internationale en général. La grande majorité des pays se sont fixés

des objectifs en matière d'action climatique qui sont cruellement insuffisants et qui, collectivement, n'ont aucune chance de permettre d'atteindre l'objectif énoncé dans l'Accord de Paris de limiter la hausse des températures à 1.5°C pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets.⁷¹

Au niveau mondial, les progrès en matière de lutte contre le changement climatique ont marqué le pas. En 2018, les émissions se sont accrues plus rapidement que jamais depuis 2011 sous l'effet de l'augmentation de la consommation des carburants fossiles, et la création d'installations d'énergie renouvelable a stagné.⁷² Ces régressions interviennent alors que les conséquences du dérèglement climatique et le caractère non soutenable des taux de consommation dans le monde apparaissent au grand jour. Les océans s'acidifient, ce qui provoque des modifications dramatiques des écosystèmes marins. La forêt vierge d'Amazonie a subi des incendies sans précédent en août 2019, menaçant l'un des moyens de la planète les plus efficaces pour maintenir les gaz à effet de serre hors de l'atmosphère. De grandes villes comme Le Cap en Afrique du Sud et Chennai en Inde sont dangereusement proches d'une pénurie d'eau potable. L'humanité consomme de plus en plus de terres et de ressources, menaçant d'extinction près d'un million d'espèces (Nations Unies, 2019^[40]).

Néanmoins, les données sont nombreuses qui montrent qu'il est possible de progresser. Lors du Sommet des Nations Unies sur le climat, en septembre 2019, 65 pays se sont engagés à atteindre un niveau nul d'émissions nettes au plus tard en 2050, et la Chine et l'Inde ont annoncé de nouvelles initiatives nationales visant à réduire leurs émissions⁷³. Le Maroc a construit la plus grande centrale solaire concentrée du monde⁷⁴ et du côté des pays nordiques, c'est à celui qui parviendra le premier à atteindre la neutralité carbone, même si la probabilité qu'ils rattrapent le Costa Rica est mince, ce dernier devant y parvenir en 2021 (Irfan, 2018_[41]).

La coopération pour le développement a un rôle essentiel à jouer en aidant les pays en développement à effectuer leur transition vers des trajectoires de développement à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique, qui offrent des possibilités d'assurer une croissance inclusive propre à protéger les populations pauvres et à garantir prospérité et bien-être à l'échelle mondiale (OCDE, 2019_[2]). Il s'agit là d'un enjeu capital. Les fournisseurs de coopération pour le développement qui n'apportent pas leur appui à une action climatique ambitieuse risquent au contraire de favoriser un développement non durable.

Certains signes montrent que nous suivons peut-être enfin le bon cap. La Banque islamique de développement, par exemple, a dernièrement décidé que l'ensemble de ses investissements devait être respectueux du climat et propice à favoriser le développement durable⁷⁵. Néanmoins, dans l'ensemble, la coopération pour le développement doit encore faire converger développement et action climatique en intégrant plus résolument les considérations relatives au climat et à l'environnement dans ses portefeuilles d'activités. Dans des secteurs clés comme l'énergie, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, l'eau et l'assainissement, la part du financement du développement dirigé vers le climat a soit diminué, soit stagné ces dernières années (OCDE, 2019_[2]).

Des temps difficiles pour la coopération multilatérale

La confiance dans les pouvoirs publics et les institutions est en chute libre, tandis que le populisme, le protectionnisme et un nationalisme exclusif gagnent du terrain

- Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría

Face à ces défis que nous partageons tous, nous avons besoin de plus, et pas de moins, de coopération et d'action collective. À peine quatre ans après l'adoption du Programme 2030 et d'autres accords internationaux adoptés en 2015, d'aucuns s'inquiètent que 2015 ne représente en définitive l'apogée du multilatéralisme mondial.⁷⁶ En 2019, le multilatéralisme et les objectifs ambitieux fixés par la communauté internationale sont menacés.

L'esprit de coopération dont nous faisons preuve à l'échelle mondiale, étayé par un ensemble de lois et de normes internationales convenues d'un commun accord, est notre manière de faire face aux menaces qui planent sur la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde et de définir une trajectoire pour les générations futures. C'est cet esprit qui a permis de poser des jalons majeurs comme la Convention sur les armes chimiques, premier accord multilatéral de désarmement prévoyant l'élimination d'une catégorie entière d'armes de destruction massive.⁷⁷ C'est aussi cet esprit qui a motivé la création du Fonds de solidarité de l'Union européenne, en 2002, afin d'aider les pays membres de l'UE à se relever à la suite de catastrophes. C'est enfin cet esprit qui a sous-tendu la décision de

152 pays d'adopter le premier Pacte mondial pour les migrations, lequel renforce la souveraineté des États en matière de gestion des migrations tout en donnant des moyens d'action aux migrants et aux communautés d'accueil.⁷⁸

Le dynamisme des nouvelles puissances issues du monde en développement exige une répartition plus équitable des voix et des responsabilités, ce qui renforce et remet en question la gouvernance mondiale. L'émergence de la coopération Sud-Sud participe d'un rééquilibrage du pouvoir politique et économique dans le monde.⁷⁹ Outre ces évolutions géopolitiques, les marchés internationaux de capitaux ont connu une expansion, ce qui a accru les risques d'instabilité financière, de fraude et d'évasion fiscales et de flux illicites, mais a aussi diversifié les sources de financement du développement, avec pour effet un accès plus facile aux ressources privées pour de nombreux pays en développement. En conséquence, la part relative de l'APD parmi les ressources internationales apportées à l'appui du développement, en particulier dans nombre de pays en développement à revenu intermédiaire, s'est considérablement réduite.⁸⁰

Les BRICS – Afrique du Sud, Brésil, Russie, Inde et Chine – mettent eux aussi sur pied de nouvelles institutions multilatérales, à l'instar de la Nouvelle banque de développement, qui vise à mobiliser des ressources pour des projets d'infrastructures et de développement durable dans les BRICS et dans d'autres économies émergentes et pays en développement.⁸¹ Nombre de ces pays sont à la fois des bénéficiaires de la coopération pour le développement et des acteurs de cette coopération. Le rôle de premier plan qu'ils jouent illustre la caducité de la distinction tranchée entre pays développés et pays en développement. Les pays émergents demeurent parfois aux prises avec des niveaux élevés d'extrême pauvreté au niveau national, même s'ils sont des acteurs

mondiaux du développement international de par leur présence au sein du Groupe des 20 ou leur participation à des activités de coopération Sud-Sud.

Chaque nation, de la plus riche à la plus en difficulté, est aux commandes de sa propre trajectoire de développement. Cependant, ces trajectoires sont déterminées par un système multilatéral fondé sur la légitimité politique, la neutralité et un nombre de membres très élevé. En tant que premiers partenaires de financement du système multilatéral, les pays qui fournissent une coopération pour le développement jouent un rôle majeur en faisant fonctionner le système de sorte qu'il atteigne sa destination finale, à savoir un monde où règne la paix et où les biens publics mondiaux sont protégés.⁸²

Des bénéfiques pour tous

Fondamentalement, le soutien au développement international part du postulat selon lequel les problèmes s'arrêtent rarement aux frontières. Tout comme les solutions à ces problèmes. Ce postulat est antérieur à la création de l'OCDE elle-même. Dans son discours prononcé en clôture de la Conférence de Bretton Woods, en 1944, le Secrétaire d'État au Trésor américain Henry Morgenthau, Jr. appelait les 44 nations réunies à unir leurs efforts pour atteindre des buts communs, à l'appui de la notion fondamentale voulant que les peuples de la Terre soient inextricablement liés les uns aux autres par la poursuite d'objectifs et d'intérêts communs profonds.⁸³

Aujourd'hui, grâce en grande partie aux progrès rapides de la technologie, les citoyens du monde sont connectés d'une manière qui aurait stupéfait Morgenthau et ses contemporains. Mais la réalité sous-jacente, la simple réalité, demeure la même : un monde plus juste, plus vert, plus sûr et plus prospère est un monde qui apporte des bénéfices à tous. Si les populations locales sont les plus touchées, les conséquences des conflits, les pandémies, l'extrême pauvreté et le changement

climatique ne s'arrêtent pas aux frontières et aucune nation ne peut se permettre de tourner le dos à ce qui se passe ailleurs.

Même si la coopération pour le développement est mue par plusieurs intérêts coexistants, nous affichons tous un intérêt commun pour la concrétisation d'objectifs de développement sur le long terme. La coopération internationale pour le développement n'est donc pas déterminée uniquement par l'altruisme ou par une approche globale désintéressée. Dès 1996, le CAD admettait que les États membres ne pouvaient « éluder l'impératif moral qui nous oblige à remédier à l'extrême pauvreté et aux souffrances humaines » tout en reconnaissant leurs « propres intérêts d'encourager la prospérité grandissante des pays en développement ».⁸⁴

Les bénéfices mutuels ne se limitent pas aux considérations économiques et de politique étrangère, mais concernent d'autres domaines où il existe des risques pour la sécurité humaine, par exemple la santé. La campagne de vaccination lancée conjointement par le Brésil et le Paraguay en septembre 2019 en est un exemple : reconnaissant que les maladies ne connaissent pas les frontières, elle vise à étendre la couverture vaccinale pour ce qui est des oreillons, de la fièvre jaune et d'autres maladies dans les villes frontalières de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay.⁸⁵

Placer le développement durable au cœur des intérêts nationaux

La reconnaissance de l'existence d'intérêts et de bénéfices mutuels n'est ni nouvelle ni un sujet particulièrement controversé. Les données sont nombreuses qui montrent que la coopération pour le développement sert divers intérêts nationaux en établissant des relations diplomatiques, en développant le pouvoir de convaincre (« soft power ») et en stimulant la croissance économique ainsi que les débouchés commerciaux, tout en favorisant la paix, la prospérité et la stabilité afin de réduire les conflits, l'instabilité et les

déplacements massifs de populations qui en découlent.

Il convient par ailleurs de comprendre que la politique de coopération pour le développement ne vient pas combler un vide. Toutes les nations sont mues par divers intérêts politiques, économiques et commerciaux qui ne concordent pas toujours avec les programmes d'action collectifs destinés à favoriser le développement durable. Le CAD fait valoir depuis longtemps que s'il est légitime de prendre en compte les intérêts nationaux dans la politique de développement international, ces intérêts sont à terme contre-productifs s'ils ne contribuent pas à un développement durable (Encadré 1.8).⁸⁶ La gestion d'intérêts nationaux divergents est difficile d'un point de vue politique et appelle des processus d'élaboration des politiques robustes, fondés sur des données factuelles et efficaces, et qui gèrent les arbitrages. Les acteurs du développement doivent prendre garde à fournir des arguments convaincants et à démontrer comment des politiques compatibles avec l'objectif du développement durable contribuent à l'intérêt national.⁸⁷

Conserver un effet catalyseur dans un paysage international complexe et en mutation

Après plus d'une décennie de modifications fondamentales et de bouleversements dans le paysage mondial du développement, la nouvelle architecture du développement est encore en construction.⁸⁸ Une des évolutions majeures réside dans l'émergence de fournisseurs dans la région du Golfe, d'acteurs privés et d'organismes philanthropiques. L'importance grandissante de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en est une autre. Les acteurs financiers sont de plus en plus nombreux et de plus en plus variés – citons parmi eux les banques multilatérales de développement régionales et mondiales,

ENCADRÉ 1.8. LE DÉVELOPPEMENT DANS L'INTÉRÊT NATIONAL : CE QUE DISENT LES POLITIQUES

La plupart des pays sont relativement ouverts quant aux avantages directs que leurs contribuables et leurs entreprises privées retireront de l'aide apportée au développement international.

Ainsi, dans leur cadre stratégique 2019, les États-Unis font explicitement mention de l'intérêt que présente l'aide étrangère pour la sécurité et la prospérité des Américains, et conçoivent l'aide comme un « coup de main » plutôt que comme une aumône. Dans la même veine, la stratégie d'aide du Royaume-Uni préconise de s'attaquer aux grands défis planétaires qui menacent directement les intérêts britanniques, tandis que la stratégie de coopération pour le développement du Danemark présente diverses initiatives qui profiteront également à l'économie, aux échanges et aux investissements danois.

D'après le programme d'aide, d'échanges et d'investissement des Pays-Bas, le pays a pour mission de conjuguer activités d'aide et activités commerciales, dans l'intérêt mutuel, de sorte que le savoir-faire des entreprises néerlandaises puisse être exporté vers les pays partenaires, étant attendu qu'en retour, le secteur privé néerlandais pourra se faire une place dans les marchés en expansion.

La politique de développement international de l'Irlande place les intérêts nationaux dans un contexte plus large, indiquant que l'engagement de longue date du pays en faveur de l'internationalisme, du multilatéralisme et d'un système mondial fondé sur des règles constitue un élément central de l'approche adoptée par l'Irlande pour poursuivre son intérêt national. Les activités irlandaises de coopération pour le développement contribuent à bâtir un monde meilleur pour tous en forgeant et en protégeant la stabilité, la prospérité, les intérêts stratégiques et l'avenir de tous.

Source: (Keijzer et Lundsgaarde, 2018^[42]), When 'unintended effects' reveal hidden intentions: Implications of 'mutual benefit' discourses for evaluating development cooperation, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0149718917302951> ; (USAID, 2018^[43]), Joint Strategy Plan FY 2018-2022, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2018/12/Joint-Strategic-Plan-FY-2018-2022.pdf> ; (Gouvernement d'Irlande, 2019^[44]), A Better World: Ireland's Policy for International Development, <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>.

ainsi que les institutions nationales de financement du développement – et de nouveaux instruments de financement se font jour, par exemple les contrats à impact, les instruments de la finance islamique ou les financements mezzanine. L'Encadré 1.9 présente certains des défis découlant de cette multiplicité d'options dans le paysage international du financement du développement.

Des acteurs et des instruments plus variés

Les acteurs de la coopération internationale pour le développement et les organisations de la société civile

admettent qu'ils ne se sont pas encore pleinement adaptés à ce nouveau monde, qu'ils s'efforcent de composer avec la complexité, craignant que les budgets publics consacrés au développement ne stagnent et qu'une approche du développement fondée sur des règles et sur des droits ne se heurte à des difficultés politiques⁸⁹. Sous l'effet du processus de changement radical à l'œuvre au sein du système de coopération pour le développement, la bipolarité Nord-Sud a cédé la place à un monde plus divers et hétérogène, dans lequel les inégalités entre pays persistent, mais suivant un spectre de niveaux de

développement plus progressif⁹⁰. Si les crises auxquelles nous faisons tous face perturbent les équilibres nationaux et internationaux, elles offrent une opportunité de construire un nouveau monde de cohésion, bâti sur des relations qui ne se limitent plus à la distinction donateurs-bénéficiaires (Rioux, 2019^[8]). Ces relations se déploient à travers la coopération triangulaire, comme l'illustre le projet entre le Cambodge, la Colombie et le Japon, visant à renforcer la capacité du Cambodian Mine Action Centre à partager son expertise en matière de déminage avec la Colombie.⁹¹

Les responsables du développement sont quelque peu inquiets de cette évolution du paysage international. Dans le même temps, ils espèrent aussi qu'un afflux de financements et d'idées provenant d'économies émergentes, du secteur privé, d'organismes philanthropiques et d'organisations de la société civile donnera lieu à de nouvelles possibilités de concrétiser les projets et promesses à l'appui d'un développement plus durable.

Comme indiqué plus haut, de nouveaux acteurs chamboulent l'architecture traditionnelle de la coopération internationale pour le développement. Selon les projections, la Chine, par exemple, investira la somme de 1 300 milliards USD dans son ambitieuse initiative des Nouvelles routes de la soie, qui comprend des projets dans 65 pays.⁹² D'après certaines estimations, au cours de la prochaine décennie, la Chine dépensera davantage en Afrique que ne le feront les États-Unis.⁹³ L'Inde, elle aussi, fournit une aide au développement massive à des pays voisins, et en particulier à l'Afghanistan, pour qui elle est le principal donneur, avec plus de 3 milliards USD de dépenses de développement.⁹⁴

La Fondation Bill & Melinda Gates est le parfait exemple de l'importance croissante des acteurs privés – qu'il

s'agisse d'organismes à but lucratif ou à but non lucratif – dans le développement international : représentant près de la moitié de l'ensemble des financements philanthropiques fournis entre 2013 et 2015,⁹⁵ elle consacre davantage d'argent au développement que de nombreux pays de taille moyenne qui sont membres du CAD. En outre, des particuliers fortunés intensifient leur action philanthropique. Ainsi, l'homme d'affaires britannico-soudanais Mohammed Ibrahim a créé la Fondation Mo Ibrahim en 2006, laquelle axe son action sur la qualité de la gouvernance en Afrique. La Fondation s'est associée à plusieurs autres acteurs afin de renforcer son impact sur le continent. La philanthropie prend également de l'ampleur en Inde, où les organisations philanthropiques et les particuliers drainent, selon les estimations, 10 milliards USD vers des initiatives de développement.⁹⁶ Il semblerait que l'Indien Azim Hashim Premji, investisseur dans les technologies de l'information, soit le cinquième plus grand donneur philanthropique au monde.

Cependant, l'investissement dans le développement et le bien-être n'est pas qu'une affaire de riches. Ainsi sont en train d'éclorre de nouveaux modèles de financement du développement qui mettent à profit la technologie de la chaîne de blocs pour permettre le financement de particulier à particulier. Ainsi, Kiva est une organisation à but non lucratif qui se décrit comme fournissant « des prêts qui changent des vies ». Elle met en relation des emprunteurs individuels dans plus de 80 pays avec quelque 1.8 million de prêteurs qui soutiennent petites entreprises et entrepreneurs – surtout des femmes – au moyen de prêts pouvant être d'un montant aussi minime que 25 USD ; le taux de remboursement est supérieur à 90 %.

ENCADRÉ 1.9. METTRE LES NOUVELLES SOURCES DE FINANCEMENT ET LES NOUVEAUX INSTRUMENTS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le Programme d'action d'Addis-Abeba de 2015 établit un cadre pour le financement des ODD. Le constat sous-jacent à ce programme d'action pour le financement est qu'il faut mobiliser davantage de ressources locales et étrangères si l'on veut combler le déficit de financement, estimé à 2 500 milliards USD par an dans les pays en développement.

Ce déficit d'investissement, combiné aux contraintes qui pèsent actuellement sur les finances publiques, met les acteurs du développement au défi de faire le meilleur usage possible de ressources publiques limitées afin d'établir des partenariats plus efficaces avec le secteur privé, de mobiliser des fonds privés et de diriger ces fonds de manière à servir au mieux les ODD.

Les travaux de l'OCDE consacrés au financement du développement mettent en lumière la diversité et la complexité croissantes du système de financement, qui offre aux pays le choix entre pas moins de 1 000 instruments différents. L'essor du financement mixte – l'utilisation de financements publics à l'appui du développement pour mobiliser des financements privés au service du développement durable – illustre cette complexité grandissante. Au moins 17 membres du CAD de l'OCDE déploient actuellement des opérations de financement mixte. Le portefeuille consolidé des 15 membres des institutions de financement du développement européennes s'élevait à 41.2 milliards EUR en 2018, contre 11 milliards EUR en 2005.

Outre les financements publics concessionnels tels que l'APD, les investisseurs publics et privés opérant dans des projets de développement recourent de plus en plus à de nouveaux mécanismes comme le financement mezzanine (un instrument hybride situé entre les titres de dette et les titres de participation, essentiellement utilisé par des acteurs du secteur privé et des investisseurs institutionnels) ou les garanties (instruments qui fournissent une protection contre les risques politiques et/ou commerciaux).

Les défis associés à ce nouveau paysage du financement et à la multiplication des partenariats entre secteur public et secteur privé ont trait à la transparence, aux règles communes et à la redevabilité qu'il convient de concilier avec le souci des créanciers d'obtenir des rendements financiers. Les réformes suivantes sont nécessaires pour que, participant d'une démarche plus claire et résolue, le financement du développement soit dirigé là où les besoins sont les plus grands.

- **Transparence et mesure.** Il conviendrait de développer des outils et indicateurs meilleurs afin de mesurer, suivre et évaluer le volume d'apports financiers et leur alignement sur les ODD.
- **Amélioration de la réglementation et des incitations.** Un marché efficient du financement à l'appui du développement durable est nécessaire pour débloquer davantage de financements, se focaliser sur l'impact, améliorer la mesure et l'évaluation, et s'assurer qu'ils vont dans le sens des objectifs. Le marché doit en outre éliminer l'inadéquation entre la mobilisation de nouvelles sources de financement et un cadre de redevabilité international axé exclusivement sur l'APD.
- **Coordination accrue.** Des projets ponctuels ne suffiront pas pour recueillir les bénéfices universels inexploités du financement mixte et fournir les milliers de milliards de dollars nécessaires pour concrétiser les ODD. Les pouvoirs publics et le secteur privé ont besoin de stratégies vastes, ambitieuses et coordonnées pour mobiliser des ressources additionnelles.

- **Efficacité.** Les cinq Principes de Kampala (Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, 2019^[45]) pour un engagement efficace du secteur privé dans le cadre de la coopération pour le développement confèrent un intérêt accru aux partenariats. Allant au-delà des normes environnementales, sociales et de gouvernance minimales pour le secteur privé, ces principes d'application volontaire visent à renforcer la contribution positive des opérations de base des entreprises pour le développement durable.

Source: (OCDE, 2019^[12]), Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019 : L'heure est venue de relever le défi, <https://doi.org/10.1787/eee36eb1-fr> ; (OCDE/FENU, 2019^[46]), Blended Finance in the Least Developed Countries, <https://doi.org/10.1787/1c142aae-en> ; (OCDE, 2018^[47]), OECD DAC Blended Finance Principles for Unlocking Commercial Finance for the Sustainable Development Goals, <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/OECD-Blended-Finance-Principles.pdf> ; (OCDE, 2019^[48]), Social Impact Investment 2019: The Impact Imperative for Sustainable Development, <https://doi.org/10.1787/9789264311299-en>.

L'heure du choix pour les pays en développement

Les acteurs du développement étant de plus en plus variés, se pose, pour les pays en développement, « l'heure du choix ».⁹⁷ Tant d'options sont aujourd'hui disponibles qu'ils sont dans une position plus forte pour exiger de nouvelles solutions, ainsi que des partenariats économiques et à l'appui du développement plus équitables, selon des modalités qui leur conviennent.

On dénombre de nombreux cas où des pays à revenu faible et intermédiaire prennent eux-mêmes en main leurs problèmes de ressources. Ghana Beyond Aid, par exemple, cherche à mobiliser des ressources intérieures pour créer des emplois, accroître les exportations, améliorer les pratiques agricoles et réduire la pauvreté.⁹⁸ La stratégie Home Grown Solutions au Rwanda, quant à elle, vise à soutenir le pays dans son objectif d'opérer une transition pour se classer parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2035 et parmi les pays à revenu élevé d'ici 2050. Un autre projet rwandais, Cooperation Initiative, vise à favoriser la coopération et à assurer que le financement du développement est bien cohérent avec les priorités nationales (Klingebiel, 2019^[49]). De plus, les pays à

revenu faible et intermédiaire unissent leurs forces à l'appui du développement durable, par exemple dans le cadre de Great Green Wall, un ambitieux projet coordonné de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, qui vise aussi à améliorer la vie de millions de personnes en Afrique (Great Green Wall, sans date^[50]).

La fragmentation du système de développement mondial est, elle aussi, source de préoccupations dans les pays en développement. À l'occasion d'une enquête de l'OCDE auprès des membres du réseau Southern Voice, des représentants de groupes de réflexion en Afrique, en Amérique latine et en Asie ont indiqué qu'à l'heure où stagnent les dépenses consacrées par les pays de l'OCDE à la coopération pour le développement, l'un des principaux changements qui s'opère dans le système de développement est la présence de plus en plus marquée d'économies émergentes telles que la Chine ou l'Inde dans le domaine du développement.⁹⁹ L'un des répondants a décrit le principal défi comme suit :

Ajustement à l'évolution des besoins des pays

À mesure que le revenu des pays augmente et que les marchés gagnent en maturité, la coopération pour le développement tend à se muer en partenariats économiques et



« Selon moi, les pays pauvres, qui sont actuellement des partenaires plus faibles dans la coopération pour le développement, vont mieux connaître leurs droits et avoir les moyens d'une autonomie et d'une véritable coopération. Cependant, j'anticipe également une certaine résistance à cette évolution du côté des pays riches. Par conséquent, pour un temps, un certain désordre régnera dans la coopération pour le développement, mais tout cela débouchera *in fine* sur une véritable coopération pour le développement. »

– Membre du réseau Southern Voice



commerciaux mutuellement bénéfiques, bien que ce ne soit pas nécessairement le cas partout, comme dans les petits États insulaires en développement (OCDE, 2018_[11]). Parallèlement, la politique de coopération pour le développement et son financement ont davantage un rôle de catalyseur, en particulier en ceci qu'ils facilitent le transfert de connaissances, à travers l'aide pour le commerce et d'autres modalités de coopération qui sont plus axées sur l'aspect économique. Les travaux de l'OCDE sur le financement de la transition montrent que, lorsque le revenu par habitant des pays s'accroît, le portefeuille de financements à l'appui du développement durable tend à passer du secteur public au secteur privé et à provenir de sources nationales plutôt que de sources étrangères (par le biais de la fiscalité).

Pour les pays, le principal défi est de s'assurer d'un équilibre adéquat entre sources publiques et sources privées, surtout au regard des niveaux d'endettement. Ainsi, lorsque la Zambie est sortie de la catégorie des pays en développement à faible revenu, elle a continué de dépendre de financements publics extérieurs pour son développement, y compris de l'APD (Kim et al., 2018_[51]). Cependant, comme les marchés internationaux de la dette lui sont devenus plus facilement accessibles, elle a vu son service de la dette croître jusqu'à représenter 42 % de ses recettes intérieures en 2019, d'où des reculs dans les services de santé et d'éducation, avec des conséquences sur le bien-être de la population. En pareil cas, l'APD joue un rôle important pour soutenir les réformes de la gouvernance et la gestion des finances publiques, de façon à aider les pays à anticiper et à gérer les risques liés à la transition.

Opérée intelligemment, la coopération pour le développement peut aider la plupart des pays à appréhender et à exploiter cette palette complexe et de plus en plus vaste de possibilités qui s'offrent à eux en termes d'instruments financiers (OCDE, 2019_[12]).

Toutefois, les apports publics et privés doivent aussi être mis au service des pays les plus vulnérables, des marchés sous-desservis et des petits projets d'investissement¹⁰⁰. De fait, de nombreuses petites et moyennes entreprises sont trop grandes pour avoir accès aux microfinancements, mais trop petites ou perçues comme trop risquées pour pouvoir bénéficier de prêts aux conditions du marché consentis par des établissements financiers classiques. Ces entreprises, qui sont généralement les créateurs d'emplois les plus importants (OCDE, 2019_[10]), pourraient tirer avantage d'un volume plus substantiel de financements à l'appui du développement. Souvent, pour les acteurs publics qui nouent des partenariats avec des créanciers du secteur privé, un défi majeur est de savoir comment passer d'une orientation quantitative à une orientation qualitative : il ne s'agit alors plus simplement de compter l'argent investi, mais d'être comptable des résultats en matière de développement et de réussir à atteindre les personnes laissées de côté.¹⁰¹

Incitations communes et focalisation sur les besoins les plus aigus et sur les résultats

Le paysage du développement actuel – plus complexe, plus varié, plus incertain et plus ouvert à l'innovation – est, à l'évidence, perturbant. Pour s'y retrouver, un secteur public déterminé et des milieux d'affaires éclairés doivent s'unir et trouver un intérêt commun à investir dans le développement. Les financements nécessaires pour atteindre les ODD, et pour répondre à l'évolution des risques et des opportunités, se trouvent dans le système financier international¹⁰². La grande difficulté est de savoir comment mobiliser toute la palette de ressources et d'acteurs disponibles afin d'obtenir un effet maximal au bénéfice du développement durable.

Il est crucial de faire en sorte que, par exemple, les financements parviennent là où ils sont le plus

nécessaires. Entre 2012 et 2017, à peine 6 % (9.7 milliards USD) des financements privés mobilisés au moyen de l'APD sont allés aux pays les moins avancés, tandis que plus de 70 % ont été accordés à des pays à revenu intermédiaire. Cependant, l'amélioration du système financier requiert une amélioration de la mesure du soutien et une plus grande transparence (Encadré 1.9). À l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen de mesurer efficacement l'ensemble du soutien public, qu'il soit financier ou en nature, reçu par des pays en développement. Élaborer une nouvelle norme internationale de mesure du financement du développement, qui améliore la transparence de l'ensemble du soutien public à l'appui du développement durable, tel est l'objectif du Groupe de travail international sur la mesure du soutien public total au développement durable, qui vise à compléter l'APD.¹⁰³

Les politiques de coopération pour le développement et les instruments de financement tels que l'APD pourraient constituer des composantes relativement minimales de l'architecture générale qui se dessine, mais bien employés, ils peuvent agir comme un remorqueur qui permette de mobiliser des ressources nettement plus massives dans la bonne direction, alignant ainsi les divers acteurs et instruments disponibles sur les politiques et stratégies à même, *in fine*, de faire de nos ambitieux objectifs de développement une réalité.

Et aujourd'hui ?

Il y a lieu de s'inquiéter, toutefois, de l'avenir de la coopération internationale au développement, et de la volonté comme de la capacité de la communauté internationale de coopérer efficacement et de tenir ses engagements. Alors même que l'action menée pour atteindre des objectifs bien définis et convenus au profit du bien-être des populations et de la préservation de leurs moyens d'existence ne produit pas les effets escomptés, il faut y voir un signal d'alarme

qui oblige les acteurs de la coopération internationale pour le développement à se demander, sans se voiler la face, s'ils sont capables de passer de la parole aux actes.

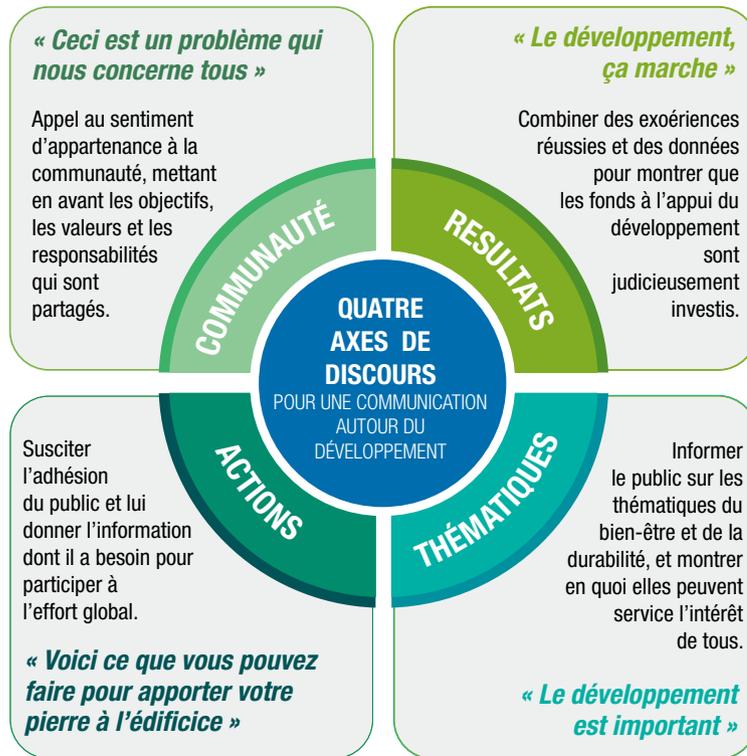
S'attaquer aux défis essentiels

Cet état de fait n'est pas inéluctable. Le monde est complexe, les progrès sont inégaux et il apparaît, à certains signes, que la faim et les conflits sont de retour. Cependant, si l'on envisage la situation d'un point de vue historique, nous vivons une époque extraordinairement prospère et pacifique.¹⁰⁴ Un système international fondé sur des règles allié à un leadership national, des politiques et des réformes avisées, des investissements judicieux et une innovation fructueuse ont été les moteurs des progrès rapides et phénoménaux du siècle dernier. Mais par nature, le développement est un chantier jamais achevé, et la réalité telle qu'elle est souvent perçue par nos concitoyens est que les choses vont mal, mais aussi qu'elles s'améliorent.

La renonciation collective face à des problèmes communs n'est pas une option. Pour les pays, se détourner des systèmes et processus multilatéraux qui ont présidé aux avancées réalisées dans la période de l'après-Seconde guerre mondiale et préférer la doctrine du « chacun pour soi » aurait pour effet quasiment garanti de voir ces problèmes, et en particulier la crise climatique, empirer. Pour tout le monde, et partout dans le monde.

Ces défis constituent un véritable casse-tête pour ceux qui travaillent dans le domaine de la coopération internationale pour le développement. Ce secteur doit montrer comment la coopération pour le développement va s'adapter pour donner corps au programme d'action à l'appui du développement durable. La communauté du développement doit engager des discussions franches, jusqu'ici souvent évitées, en vue notamment de remédier aux tensions que fait naître la nécessité de concilier une action mondiale, collective et fondée sur des règles

Graphique 1.1. Exemples d'arguments à faire valoir dans le discours



Source: Extrait du DevCom Toolkit for Sustainable Development Communications (à paraître) de l'OCDE, www.oecd.org/dev/pgd/devcom.htm.

au droit et à la responsabilité de toute nation souveraine de prendre soin de ses citoyens.

Expliquer pour servir la cause

En faisant leur l'engagement de « ne laisser personne de côté » qui est au cœur du Programme 2030, les États membres des Nations Unies ont montré leur détermination à œuvrer en faveur d'un développement durable universel, équitable et durable qui profite à tous, y compris aux populations qui vivent dans les régions les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre.¹⁰⁵ L'impératif moral qui enjoint de réagir face aux contextes les plus difficiles – conflits violents, catastrophes naturelles, pandémies ou famine – est un des principaux éléments moteurs de la coopération internationale pour le développement. C'est pourquoi la communauté internationale s'est engagée à remédier aux inégalités et aux fragilités qui

contraignent nos frères humains à vivre dans des conditions que nous n'accepterions pas au sein de nos propres communautés.

Le dialogue à engager avec les citoyens peut prendre de multiples formes. À titre d'exemple, les arguments à mettre en avant peuvent en appeler au sentiment d'appartenance à la communauté, ou s'attacher à démontrer l'efficacité de la coopération pour le développement et l'importance du développement durable (voir). En expliquant pourquoi le développement durable est important, nous pouvons également montrer à nos concitoyens de quelle manière ils peuvent s'impliquer personnellement.¹⁰⁶

Donner un nouveau souffle à l'esprit de coopération

Pour œuvrer à l'instauration d'un avenir meilleur, il faut accepter que la coopération

génère davantage de bienfaits pour chacun de nous que ne le ferait une âpre concurrence. Cela exige des citoyens qu'ils comprennent mieux le caractère et les bienfaits universels qu'apportent le développement durable, la paix et la prospérité, même si rien ne garantit que cette compréhension se traduira par un soutien du public. Alors que nous nous attachons à bâtir cet avenir, nous devons laisser de côté nos divergences et notre conception dépassée du « eux » et « nous » au profit d'un élan de solidarité et de créativité d'êtres humains qui cherchent ensemble à faire naître des solutions.

Des valeurs communes qui respectent les droits humains, la démocratie et la règle de droit sont les fondements de la responsabilité mutuelle en matière de coopération pour le développement. Ces valeurs – conjuguées aux principes de transparence, de redevabilité et de normes de qualité – contribuent à l'harmonisation des règles du jeu et facilitent ainsi les efforts communs, l'action en concertation et les partenariats pour servir l'agenda mondial du développement durable. La volonté de la communauté internationale de renouveler et d'actualiser les principes et normes qui sous-tendent une solide coopération pour le développement à travers des processus inclusifs peut également permettre de susciter des interactions positives au sein du système international complexe du monde d'aujourd'hui où coexistent des acteurs du développement relevant de la sphère publique et des acteurs non étatiques.

Agir, ne pas réagir

Trouver le juste équilibre entre les préoccupations mondiales et la souveraineté nationale n'est qu'une étape sur le chemin à parcourir pour moderniser la coopération internationale à l'appui du développement. Cette nouvelle approche devrait également aider à préciser ce que signifie concrètement ne laisser personne de côté, et à mettre en place des stratégies

permettant d'opérer des choix difficiles, de procéder à des arbitrages et de prendre en compte les intérêts des groupes qui auront à perdre à court terme sur les plans économique et politique – perte de pouvoir ou perte de bénéfices – d'un développement plus juste et plus durable.

Cet engagement ne doit pas seulement continuer de nous inciter à honorer nos engagements mondiaux en faveur d'un développement juste, résilient au changement climatique et durable au bénéfice de toutes les nations et de toutes les populations, à commencer par les femmes et les filles. Il doit également nous pousser à agir au nom des générations à venir. Pour colossaux que paraissent être les défis auxquels nous sommes collectivement confrontés, ils ne seront rien à côté des défis qui attendent les générations futures si nous n'agissons pas.

Si une jeune suédoise peut changer le cours du débat public autour du réchauffement climatique en l'espace d'une seule année, les gouvernements du monde entier devraient être capables de montrer qu'ils s'en préoccupent et qu'ils sont à l'écoute, en prenant les mesures nécessaires pour faire advenir les changements que réclament des millions de personnes. Certes, mener à bien des réformes systémiques pour rendre plus justes et plus durables l'économie mondiale et nos sociétés n'est pas chose facile. Il faut qu'à tous les niveaux s'exerce une autorité capable de mettre en place les incitations requises pour rallier tous les acteurs concernés derrière une vision commune du développement durable.

De telles approches volontaristes doivent guider la coopération internationale à l'appui du développement dans l'avenir. Bâtir un avenir plus juste, plus vert et plus sûr exigera des acteurs du développement qu'ils aient une longueur d'avance sur les problèmes qui se profilent, et qu'ils fassent preuve d'honnêteté, d'humilité et d'ouverture vis-à-vis de ce qu'ils pourraient faire mieux.

La coopération internationale à l'appui du développement ne peut pas créer un monde parfait. Mais elle peut aider à créer un monde meilleur. Nous ne devons pas surestimer son rôle, mais nous ne devons pas non plus hésiter à mettre en avant son importance. Les apports de financement et les idées qui naissent de la coopération pour le développement sont étayés par la solidarité et le soutien de l'opinion. Ils s'appuient sur des valeurs partagées et des normes et standards définis d'un commun accord. Pour bâtir un avenir meilleur, nous devons jouer de nos atouts et faire en sorte que le rôle singulier de la coopération pour le développement continue d'accroître les chances de réussite de chacun.

L'avenir de la coopération pour le développement : un appel à changer de cap

Les pays et les organismes de développement membres du CAD de l'OCDE doivent prouver par leurs paroles, par leurs actes et par leurs investissements que la coopération pour le développement est adaptée aux enjeux du XXI^e siècle et ouverte à de nouvelles façons de travailler avec une pluralité d'acteurs. Ce changement de cap exige un réel talent d'équilibriste – rallier le soutien du public et susciter la confiance au plan national, en particulier auprès des jeunes générations et de l'électorat ; accompagner des trajectoires nationales de développement durable diverses, qui peuvent évoluer avec rapidité ; et tout au long du processus, s'appuyer sur les atouts spécifiques qui sont ceux de partenaires au développement animés par des valeurs, ayant le souci de la transparence et suivant une approche axée sur les résultats.

Ce changement de cap exige une action sur trois fronts

1. *Un discours qu'il faut moderniser*

- Engager les citoyens à élaborer collectivement des discours modernes qui incitent à la solidarité et servent les intérêts de l'Humanité, en privilégiant

des actions et des solutions locales face aux grands enjeux qui les préoccupent le plus – le climat, la santé, les besoins essentiels, la justice, la sauvegarde de la vie humaine – et pour lesquels les améliorations ne coulent pas de source. Les arguments invoqués doivent rendre les actions concrètes pour le public, faute de quoi cela pourrait avoir pour effet de l'accabler, d'accroître son angoisse ou de freiner l'action.

- Respecter le droit et la responsabilité de chaque nation de tracer sa propre voie vers le développement durable, dans le respect des droits universels de toutes les populations et de toutes les générations, de trouver des solutions locales, et de protéger les biens communs mondiaux. Expliquer les rôles divers que joue la coopération pour le développement et l'effet catalyseur qui est le sien dans différents contextes.
- Actualiser la phraséologie et la terminologie de la coopération pour faire évoluer son image trop souvent associée dans l'esprit du public aux seules questions d'argent, de corruption, de dons et de charité. Mettre l'accent sur l'autonomisation de tous, en particulier des femmes et des filles, à travers l'éducation, l'emploi et d'autres sources de résilience. Faire en sorte que les arguments invoqués montrent en quoi nous avons tous à gagner des progrès du bien-être humain dans d'autres parties du monde sur les plans économique, social et environnemental.

2. *Une refonte de la coopération pour le développement, pour l'adapter aux enjeux*

- Défendre et préserver l'essence et le rôle du financement public concessionnel du développement à l'appui des efforts déployés à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale pour ne laisser personne de côté – en se focalisant sur les racines et les causes systémiques de la fragilité, de toutes les formes

d'inégalité, de pauvreté et d'exclusion, en favorisant la résilience, et en veillant à mener une action plus cohérente en ce qui concerne l'aide humanitaire, le développement et la recherche de la paix.

- Intensifier l'action en faveur de l'égalité entre hommes et femmes, essentielle pour toutes les sociétés – non seulement parce que la cause est justifiée, mais aussi parce que cela permet de déverrouiller les portes du progrès.
- Investir dans une coopération pour le développement verte et propre, en abattant les frontières entre climat et développement au profit de trajectoires centrées sur l'humain et résilientes face au changement climatique.
- Maintenir, actualiser et promouvoir les normes rigoureuses, le savoir-faire de qualité et les bonnes pratiques étayés par l'expérience et les enseignements glanés au fil des décennies, et mettre à profit les données et les études récentes, l'apprentissage mutuel auprès des différents acteurs concernés, y compris les citoyens, sur les facteurs qui permettent d'améliorer le bien-être, et pourquoi.

3. ***Une union des forces, en bonne intelligence***

- Donner une nouvelle impulsion à une coopération pour le développement

efficace en restant fidèles aux principes essentiels que sont la solidarité, l'appropriation par les pays, les partenariats, la responsabilité mutuelle, la transparence, des pratiques responsables et un engagement sur la durée en vue d'obtenir des résultats au regard du développement, face notamment à des pressions et des intérêts politiques et économiques de court terme incompatibles avec le processus de développement.

- Mobiliser les connaissances, l'innovation, les financements et les capacités au service du développement durable afin d'unir, en bonne intelligence, les forces de chacun – acteurs publics, acteurs privés et société civile – en s'appuyant sur le potentiel et les spécificités qui sont les leurs et en mettant en place les incitations appropriées et les garde-fous nécessaires.
- Coordonner les efforts des différentes sphères d'intervention en vue de promouvoir la cohérence dans tous les domaines de l'action publique et de la citoyenneté, afin de maximiser les biens publics mondiaux tout en réduisant autant que possible les éventuelles retombées négatives des politiques et des initiatives nationales sur les objectifs de développement durable dans d'autres parties du monde.

RÉFÉRENCES

- Adolescents 360 (2016), *Adolescents 360: Tanzania (page web)*, <https://a360learninghub.org/countries/tanzania/>. [82]
- AFD (2017), *Les Français et la politique d'aide au développement de la France (page web)*, Agence française de développement (AFD), <https://www.afd.fr/fr/sondage-francais-politique-aide-au-developpement-france>. [21]
- Ahmed, I. (2016), « Helping Somalia's government end FGM », <https://www.theguardian.com/society/2016/may/27/ifrah-ahmed-helping-somalias-government-end-fgm>. [81]
- Alonso, J. (2018), *Development cooperation to ensure that none be left behind*, Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/publication/CDP_BP39_Mar_2018.pdf. [80]
- Amum Otor, S. et M. Dornan (2017), « How does foreign aid impact Australian exports in the long-run? », *Development Policy Centre Discussion Paper*, n° 62, Australian National University, Canberra, https://devpolicy.org/publications/discussion_papers/DP62_How-does-foreign-aid-impact-Australian-exports.pdf. [79]
- Anders, M. (2018), « Bad news: How does media coverage affect public attitudes toward aid? », *The UK Media Series: Devex*, <https://www.devex.com/news/bad-news-how-does-media-coverage-affect-public-attitudes-toward-aid-92258>. [78]
- Arndt, C., S. Jones et F. Tarp (2016), « What Is the aggregate economic rate of return to foreign aid? », *The World Bank Economic Review*, vol. 30/3, pp. 446-474, <https://doi.org/10.1093/wber/lhv033>. [35]
- Banque islamique de développement (2019), *Climate Change Policy*, Islamic Development Bank, Jeddah, <https://www.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2019-04/IsDB%20Climate%20Change%20Policy.pdf>. [125]
- Banque mondiale (2019), *Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/wdr2019>. [90]
- Banque mondiale (2018), *Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Poverty Puzzle*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30418/9781464813306.pdf>. [91]
- Carey, R. (2018), « The 'Beyond Aid' agenda – What, who and for whom? », *African Center for Economic Transformation*, <http://acetforafrica.org/media/the-beyond-aid-agenda-what-who-and-for-whom/>. [77]
- CCNUCC (2019), *Qu'est-ce que l'Accord de Paris ? (page web)*, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), New York, <https://unfccc.int/fr/process-and-meetings/the-paris-agreement/l-accord-de-paris>. [120]
- CCNUCC (2015), *Accord de Paris*, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, New York, https://treaties.un.org/doc/Treaties/1994/03/19940321%2004-56%20AM/Ch_XXVII_07p.pdf. [3]
- Climate Action Tracker (2019), *Climate Crisis Demands More Government Action as Emissions Rise*, <https://climateactiontracker.org/publications/climate-crisis-demands-more-government-action-as-emissions-rise/>. [76]
- Commission européenne (2019), « Cambodia: Nurturing the climate-smart generation, one school at a time », https://ec.europa.eu/europeaid/case-studies/cambodia-nurturing-climate-smart-generation-one-school-time_en. [111]
- Commission européenne (2019), « Ethiopia's safety net programme enhances climate change resilience of vulnerable populations », https://ec.europa.eu/europeaid/case-studies/ethiopias-safety-net-programme-enhances-climate-change-resilience-vulnerable_en. [105]
- Congressional Research Service (2019), *U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean: FY2019 Appropriations*, <https://fas.org/sgp/crs/row/R45547.pdf>. [85]

- CUA/OCDE (2018), *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités*, Éditions OCDE, Paris/Commission de l'Union africaine, Addis Ababa, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264302525-fr>. [107]
- Development Engagement Lab (2019), *Sondage exclusif sur les français-e-s, le climat et l'environnement (site Internet)*, <https://focus2030.org/Bienvenue-sur-le-site-de-Focus-2030>. [22]
- DFID (2015), *Ethiopia Productive Safety Net Programme phase 4 (PSNP 4)*, Ministère du Développement international (DFID), Londres, <https://reliefweb.int/report/ethiopia/impact-assessment-ethiopia-productive-safety-net-programme-phase-4-psnp-4>. [115]
- Entrepreneurship Campus (2019), « Community Mangrove Conservation and Restoration », <https://www.entrepreneurship-campus.org/ideas/24/16230/>. [75]
- FAO (2019), *Tracking progress on food and agriculture-related SDG indicators*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/fileadmin/templates/SDG-progress-report/2019-final/sdg-progress-report-print.pdf>. [87]
- Feng, E. et D. Pilling (2019), « The other side of Chinese investment in Africa », <https://www.ft.com/content/9f5736d8-14e1-11e9-a581-4ff78404524e>. [74]
- Fonds international de développement agricole (2019), *Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) (page web)*, <https://www.ifad.org/fr/abcfund>. [32]
- Forum économique mondial sur l'Afrique (2019), *Delivering the Promise of Africa's Youth (Panel discussion 4 September 2019)*, Forum économique mondial, <https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-on-africa-2019/?tab=LiveBlogs&stream=day-1-welcome-to-cape-town&stream-item=coming-up-delivering-the-promise-of-africa-s-youth#>. [108]
- Gashaw, G. (2018), *Ethiopia: Why Ethiopia's Social Safety Net Would Become Model for Others*, <https://allafrica.com/stories/201806140470.html>. [73]
- Gertz, G. et H. Kharas (2018), « Poverty », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [121]
- GIZ (sans date), « Costa Rica: Héctor Alvarado Cantillo, arbitrator », <https://www.giz.de/en/worldwide/22259.html>. [72]
- Glennie, J. (2019), *Five Paradigm Shifts for a New Era of Aid*, Joep Lange Institute, Amsterdam, <https://www.joeplangeinstitute.org/wp-content/uploads/2019/10/Global-Public-Investment-FULL-REPORT-Sept2019.pdf>. [7]
- Gouvernement de la Norvège (2019), *Guidelines for dealing with suspected financial irregularities in the Foreign Service (page web)*, https://www.regjeringen.no/en/dep/ud/about_mfa/dealing_irregularities/id2638099/. [103]
- Gouvernement de la Norvège (2019), *Zero tolerance and financial irregularities in practice (page web)*, https://www.regjeringen.no/en/dep/ud/about_mfa/zero_tolerance/id2623676/. [83]
- Gouvernement d'Irlande (2019), *A Better World: Ireland's Policy for International Development*, <https://www.irishaid.ie/media/irishaid/aboutus/abetterworldirelandspolicyforinternationaldevelopment/A-Better-World-Irelands-Policy-for-International-Development.pdf>. [44]
- Great Green Wall (sans date), *Growing a World Wonder (page web)*, <https://www.greatgreenwall.org/about-great-green-wall>. [50]
- Greenhill, R., A. Prizzon et A. Rogerson (2013), « The age of choice: Developing countries in the new aid landscape », *Document de travail*, n° 364, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8188.pdf>. [71]
- Groupe de la Banque mondiale/UNICEF (2018), *Groupe de travail du G20 sur le développement : Investing in early childhood development*, Early Childhood Development Action Network, Washington, D.C., <https://www.ecdan.org/assets/background-study---early-childhood-development.pdf>. [25]
- HCR (2019), *En bref - Aperçu statistique (page web)*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, <https://www.unhcr.org/fr-fr/apercu-statistique.html>. [38]
- HCR (2019), *Venezuela Situation*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Genève, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Update%20on%20Venezuela%20Situation%20-%20May%202019.pdf>. [39]

- Hedman, J. et L. Williams (2018), « Women and girls », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [118]
- ICAI (2019), *The Current State of UK Aid: A Synthesis of ICAI Findings from 2015 to 2019*, Independent Commission for Aid Impact, Londres, https://icai.independent.gov.uk/wp-content/uploads/The-current-state-of-UK-aid_Synthesis-of-ICAI-findings.pdf. [33]
- Ingram, G. et K. Lord (2019), *Global Development Disrupted: Findings from a Survey of 93 Leaders*, Brookings Institution, Washington, D.C., <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2019/03/Global-Development-Disrupted.pdf>. [6]
- Institute for Economics and Peace (2017), *Measuring Peacebuilding Cost-Effectiveness*, http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2017/03/Measuring-Peacebuilding_WEB.pdf. [70]
- Irfan, U. (2018), *Costa Rica has an ambitious new climate policy — but no, it's not banning fossil fuels*, <https://www.vox.com/energy-and-environment/2018/7/17/17568190/costa-rica-renewable-energy-fossil-fuels-transportation>. [41]
- Jenks, B. et J. Topping (2019), *Financing the UN Development System: Time for Hard Choices*, Organisation des Nations Unies, New York/Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala, Suède, <https://www.daghammarskjold.se/wp-content/uploads/2019/08/financial-instr-report-2019-interactive-1.pdf>. [69]
- Kantar Belgium (2019), *Eurobaromètre spécial 494 : Les citoyens de l'UE et la coopération au développement*, Union européenne, Bruxelles, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/eurobarometer-2019-ebs-494-report_fr.pdf. [23]
- Keijzer, N. et E. Lundsgaarde (2018), « When 'unintended effects' reveal hidden intentions: Implications of 'mutual benefit' discourses for evaluating development cooperation », *Evaluation and Program Planning*, vol. 68, pp. 210-217, <http://dx.doi.org/10.1016/j.evalprogplan.2017.09.003>. [42]
- Kharas, H. et A. Rogerson (2017), « Global Development Trends and Challenges: Horizon 2025 Revisited », *ODI Research reports and studies*, octobre 2017, <https://www.odi.org/publications/10940-global-development-trends-and-challenges-horizon-2025-revisited>. [68]
- Kim, J. et al. (2018), « Transition Finance Challenges for Commodity-based Least Developed Countries: The example of Zambia », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 49, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/feb640fe-en>. [51]
- Klingebiel, S. (2019), *South-South Cooperation: Rwanda Makes Its Own Rules*, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, Bonn, https://www.die-gdi.de/uploads/media/German_Development_Institute_Klingebiel_19.03.2019.pdf. [49]
- Kolev, A. (2018), « Income inequality », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, OCDE éditions, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [116]
- Kolev, A. (2018), « Income inequality », dans *Development Co-operation Report 2018 : Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [119]
- Malala Fund (2018), *Malala Fund is working for a world where every girl can learn and lead (page web)*, <https://www.malala.org/>. [67]
- Martínez-Zarzoso, I. et al. (2016), « Does German development aid boost German exports and German employment? A sectoral level analysis », *Journal of Economics and Statistics*, vol. 236/1, pp. 71-94, <https://ideas.repec.org/a/jns/jbstat/v236y2016i1p71-94.html>. [66]
- Mawdsley, E. (2012), « The Changing Geographies Of Foreign Aid And Development Cooperation: Contributions From Gift Theory », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 37/2, pp. 256-272, <https://rgs-ibg.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/j.1475-5661.2011.00467.x>. [65]
- Mendez-Parra, M. et D. Willem te Velde (2017), « Aid, exports and employment in the UK », *Discussion Paper*, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11521.pdf>. [64]
- Moreira da Silva, . et U. Modéer (2019), « « Here's How to Strengthen Development Co-operation — and Meet the SDGs » », *Global Partnership Blog*, <http://effectivecooperation.org/2019/07/opinion-heres-how-to-strengthen-development-cooperation-and-meet-the-sdgs/>. [117]

- Morgan Stanley (2018), *Inside China's plan to create a modern Silk Road*, <https://www.morganstanley.com/ideas/china-belt-and-road>. [63]
- NASA (2019), « 2018 fourth warmest year in continued warming trend, according to NASA, NOAA », <https://www.nasa.gov/press-release/2018-fourth-warmest-year-in-continued-warming-trend-according-to-nasa-noaa>. [114]
- Nations Unies (2019), « António Guterres (UN Secretary-General) at the Consultative meeting of the Climate Commission for the Sahel Region », *UN Web TV*, <http://webtv.un.org/search/ant%C3%B3nio-guterres-un-secretary-general-at-the-consultative-meeting-of-the-climate-commission-for-the-sahel-region/6088527645001/?term=%22Climate%20Commission%20for%20the%20Sahel%20Region%22&sort=date>. [113]
- Nations Unies (2019), *Changements climatiques et pauvreté : Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté*, Conseil des droits de l'homme, Genève, <https://undocs.org/fr/A/HRC/41/39>. [36]
- Nations Unies (2019), « Humanitarian crisis in Yemen remains the worst in the world, warns UN », *UN News*, <https://news.un.org/en/story/2019/02/1032811>. [123]
- Nations Unies (2019), « Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère », <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>. [40]
- Nations Unies (2019), « Le Sommet témoigne d'une nette accentuation des ambitions nationales et de la mobilisation du secteur privé à l'égard de l'échéance cruciale de 2020 en matière climatique », https://www.un.org/fr/climatechange/assets/pdf/CAS_closing_release_FR.pdf. [99]
- Nations Unies (2019), *Rapport sur les objectifs de développement durable 2019*, Division de statistique des Nations Unies, New York, https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2019_French.pdf. [89]
- Nations Unies (2018), « General Assembly endorses first-ever Global Compact on Migration, urging cooperation among Member States in protecting migrants », <https://www.un.org/press/en/2018/ga12113.doc.htm>. [104]
- Nations Unies (2015), *Programme d'action d'Addis-Abeba*, Nations Unies, New York, <https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/FFD3-2015/document-final.pdf>. [26]
- Nations Unies (2015), « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », Assemblée générale des Nations Unies, New York, https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F. [86]
- New Development Bank (2017), *NDB's General Strategy: 2017-2021*, New Development Bank, Shanghai, <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/08/NDB-Strategy.pdf>. [61]
- New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade (2019), *Public Attitudes to Overseas Aid and Development Assistance*, The Nielson Company, <https://www.mfat.govt.nz/assets/Aid-Prog-docs/NZ-Public-Attitudes-to-Aid-and-Development-full-report.pdf>. [20]
- OCDE (2019), *Aligning Development Co-operation and Climate Action : The Only Way Forward*, Objectif développement, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5099ad91-en>. [2]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [10]
- OCDE (2019), *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [109]
- OCDE (2019), *Economie de la Tunisie en un coup d'œil : Priorités de réforme (page web)*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/economie/tunisie-en-un-coup-d-oeil/>. [106]
- OCDE (2019), *Humanitarian Financing (page web)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/conflits-fragilite-resilience/financementhumanitaire/>. [37]
- OCDE (2019), « L'avenir du travail : que savons-nous ? », dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2019 : L'avenir du travail*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/c9ce96a8-fr>. [102]
- OCDE (2019), *Les travaux de l'OCDE dans le domaine de la fiscalité et du développement*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/fiscalite-internationale/brochure-ocde-fiscalite-et-developpement.pdf>. [27]

- OCDE (2019), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire septembre 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/688dba37-fr>. [94]
- OCDE (2019), *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019 : L'heure est venue de relever le défi*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eee36eb1-fr>. [12]
- OCDE (2019), *Policy Coherence for Sustainable Development 2019: Empowering People and Ensuring Inclusiveness and Equality*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/a90f851f-en>. [92]
- OCDE (2019), *Social Impact Investment 2019: The Impact Imperative for Sustainable Development*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311299-en>. [48]
- OCDE (2019), *SPTDD International Task Force members/alternates and observers as of 8 October 2019*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/International-TOSSD-Task-Force-Members.pdf>. [18]
- OCDE (2019), *Triangular Co-operation in the Era of the 2030 Agenda: Sharing Evidence and Stories from the Field*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/dac/triangular-cooperation/GPI-Report-Triangular-Co-op-in-the-Era-of-the-2030-Agenda.pdf>. [15]
- OCDE (2018), *Achieving responsible, effective and inclusive multilateralism: Remarks by Angel Gurría*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/achieving-responsible-effective-and-inclusive-multilateralism-paris-septembre-2018.htm>. [4]
- OCDE (2018), *États de fragilité 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264308916-fr>. [11]
- OCDE (2018), « Les méga-tendances de l'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale », dans *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264302525-8-fr>. [98]
- OCDE (2018), *Making Development Co-operation Work for Small Island Developing States*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264287648-en>. [1]
- OCDE (2018), *OECD DAC Blended Finance Principles for Unlocking Commercial Finance for the Sustainable Development Goals*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/OECD-Blended-Finance-Principles.pdf>. [47]
- OCDE (2016), *Recommandation du Conseil à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion du risque de corruption*, <https://www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption/Recommandation-Cooperation-Developpement-Corruption-FR.pdf>. [88]
- OCDE (2015), « Comment mieux mobiliser les ressources au service du développement durable », dans *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2014-5-fr>. [110]
- OCDE (2015), *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>. [30]
- OCDE (2014), *Phones Against Corruption*, Observatory of Public Sector Innovation, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation/innovations/page/phonesagainstcorruption.htm>. [93]
- OCDE (2011), *Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement*, OCDE, <https://www.oecd.org/fr/developpement/efficacite/partenariatdebusanpourunecooperationefficaceauservedudeveloppement.htm>. [16]
- OCDE (sans date), *Aide publique au développement : définition et champ couvert (page web)*, <https://www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm>. [17]
- OCDE (à paraître), *Multi-Dimensional Review of Viet Nam*, Éditions OCDE, Paris. [96]
- OCDE (sans date), *OECD and the Middle East & North Africa - The Deauville Partnership and the OECD (page web)*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/sites/mena/competitivite/thedeauvillepartnership.htm>. [95]
- OCDE/ OMC (2019), *Aid for Trade at a Glance 2019: Economic Diversification and Empowerment*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/18ea27d8-en>. [28]
- OCDE/FENU (2019), *Blended Finance in the Least Developed Countries 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/1c142aae-en>. [46]
- OCDE/PNUD (2019), *Making Development Co-operation More Effective: 2019 Progress Report*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/26f2638f-en>. [97]

- OCDE-CAD (2017), *Un nouveau CAD : Innovations au service du Programme 2030*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/CAD-2017-Communique.pdf>. [14]
- OCDE-CAD (1996), *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/cad/15249681.pdf>. [100]
- OIAC (2019), *Abouts Us - History: Looking back helps us look forward (webpage)*, Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, <https://www.opcw.org/about-us/history>. [126]
- OMS (2019), « A programme of care for Ebola survivors (video) », <https://youtu.be/aMb1B6AQJog>. [122]
- ONU/Banque mondiale (2018), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Banque mondiale, Washington, D.C, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337?locale-attribute=fr>. [24]
- PAHO/WHO (2019), « Brazil and Paraguay launch campaign to intensify vaccination in border areas », *PAHO Media Center*, https://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=15424:brasil-y-paraguay-lanzan-campana-para-intensificar-vacunacion-en-zonas-fronterizas&Itemid=1926&lang=en. [127]
- Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (2019), *Kampala Principles on Effective Private Sector Engagement in Development Co-operation*, <https://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2019/06/Kampala-Principles-final.pdf>. [45]
- Pinker, S. (2018), *Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress*, Viking, <https://stevenpinker.com/publications/enlightenment-now-case-reason-science-humanism-and-progress>. [60]
- Programme alimentaire mondial (2018), *Building Blocks - Project overview (page web)*, <https://innovation.wfp.org/project/building-blocks>. [112]
- Ramos, G. (2019), « Ne laisser personne de côté, c'est possible », dans *Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2018-fr>. [5]
- Read, R. (dir. pub.) (2019), « Foreign aid and poverty reduction: A review of international literature », *South African Journal of International Affairs*, vol. 5/1, <http://dx.doi.org/doi:10.1080/23311886.2019.1625741>. [34]
- Rioux, R. (2019), *Réconciliations*, Editions Débats Publics, Paris. [8]
- Rosling, H. (2018), *Factfulness: Ten Reasons We're Wrong About the World - and Why Things Are Better Than You Think*, Macmillan Publishers. [13]
- Samman, E. et al. (2018), *SDG progress: Fragility, Crisis and Leaving No One Behind - Executive Summary*, Overseas Development Institute, Londres, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12427.pdf>. [59]
- Shields, N. et J. Masters (2019), *Morocco in the fast lane with world's largest concentrated solar farm*, <https://edition.cnn.com/2019/02/06/motorsport/morocco-solar-farm-formula-e-spt-intl/index.html>. [58]
- Srinath, I. (2019), « What's going on with civil society and philanthropy in India? », *From Poverty to Power, Oxfam Blogs*, 9 octobre, <https://oxfamblogs.org/fp2p/whats-going-on-with-civil-society-and-philanthropy-in-india-interview-transcript-with-ingrid-srinath/>. [57]
- State, U. (dir. pub.) (1944), *Closing address by Henry Morgenthau, Jr at United Nations Monetary and Financial Conference: Bretton Woods final act and related documents*, https://www.cvce.eu/content/publication/2003/12/12/b88b1fe7-8fec-4da6-ae22-fa33edd08ab6/publishable_en.pdf. [62]
- The Ocean Cleanup (2019), « The Ocean Cleanup successfully catches plastic in the Great Pacific Garbage Patch », <https://theoceancleanup.com/updates/the-ocean-cleanup-successfully-catches-plastic-in-the-great-pacific-garbage-patch/>. [56]
- Thier, A. et D. Alexander (2019), « How to Save Foreign Aid in the Age of Populism », *Foreign Policy* August 13 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/08/13/how-to-save-foreign-aid-in-the-age-of-populism-usaid-dfid/>. [55]
- TNN (2019), *India's development aid to Afghanistan exceeds \$3bn*, <https://timesofindia.indiatimes.com/india/indias-development-aid-to-afghanistan-exceeds-3bn/articleshow/67379066.cms>. [54]

- Transparency International (2018), *Corruption Perceptions Index 2018*, <https://www.transparency.org/cpi2018>. [31]
- Tyndall Report (2018), *Year in Review, 2018*, <http://tyndallreport.com/yearinreview2018/war/>. [53]
- UNESCO (2018), *L'Atlas de l'UNESCO sur l'alphabétisme (base de données)*, <https://tellmaps.com/uis/literacy/#!/tellmap/-601865091?lang=fr>. [101]
- UNICEF (2019), *Under-five mortality (base de données)*, <https://data.unicef.org/topic/child-survival/under-five-mortality/>. [84]
- UNICEF (2018), *Crisis in the Central African Republic: In a neglected emergency, children need aid, protection – and a future*, https://www.unicef.org/publications/index_103388.html. [124]
- UNOSSC (2017), *What is South-South Cooperation (page web)*, Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, New York, http://unosscl.undp.org/sscexpo/content/ssc/about/what_is_ssc.htm. [19]
- USAID (2019), *USAID Administrator Mark Green's Remarks and Discussion at the 2019 Concordia Annual Summit*, USAID, Washington, D.C., <https://www.usaid.gov/news-information/press-releases/sep-24-2019-usaid-administrator-mark-greens-remarks-concordia-2019>. [9]
- USAID (2018), *Joint Strategy Plan FY 2018-2022*, Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Washington, D.C., <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2018/12/Joint-Strategic-Plan-FY-2018-2022.pdf>. [43]
- Wodon, Q. et al. (2018), *Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29956?locale-attribute=fr>. [52]
- Yun, B. (2015), « Point de vue : La façon dont la Corée a utilisé l'APD peut guider les autres pays dans leur développement », dans *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>. [29]

NOTES

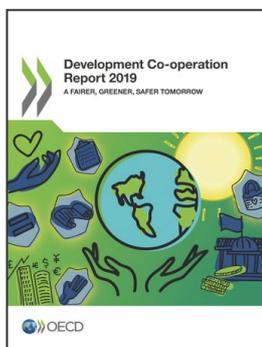
1. Pour en savoir plus, voir la vidéo du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, à la réunion consultative des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Commission Climat pour la région du Sahel, (Nations Unies, 2019_[113]).
2. Philip Alston, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, avait utilisé l'expression « apartheid climatique » dans son rapport au Conseil des droits de l'homme (Nations Unies, 2019_[36]).
3. On peut trouver une transcription du discours de Greta Thunberg au Sommet des Nations Unies « Action pour le climat » de 2019 à l'adresse : <https://www.npr.org/2019/09/23/763452863/transcript-greta-thunbergs-speech-at-the-u-n-climate-action-summit?t=1571741067836&t=1571840436200>.
4. Voir (Entrepreneurship Campus, 2019_[75]) pour plus d'informations.
5. Voir (Malala Fund, 2018_[67]), <https://www.malala.org/> pour plus d'informations.
6. Voir (Ahmed, 2016_[81]) pour plus d'informations.
7. Voir (The Ocean Cleanup, 2019_[56]) pour plus d'informations.
8. Voir Adolescents 360 (2016_[82]).
9. Voir, par exemple, Restless Development, organisme de développement qui s'est donné pour mission de placer les jeunes en première ligne pour relever ces défis et qui a pour partenaires financiers des organisations de la société civile, des fondations et les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE. Pour plus d'informations sur l'éventail des partenaires de financement, consulter: <https://restlessdevelopment.org/funding-partners>.
10. Voir ONU (2015_[86]).
11. Voir CCNUCC (2015_[3]).
12. Pour une analyse de l'impact de la couverture médiatique sur les attitudes à l'égard de l'aide, voir (Anders, 2018_[78]).
13. Cet argument a été repris lors de plusieurs des consultations conduites entre mai et septembre 2019 aux fins du présent rapport (voir la section Remerciements).
14. Voir Banque mondiale (2018_[91]).
15. Voir UNICEF (2019_[84]).
16. Voir UNESCO (2018_[101]).
17. Voir Wodon et al (2018_[52]).
18. Voir OMS (2019_[122]) pour plus d'informations.
19. Voir GIZ (sans date_[72]) pour plus d'informations.
20. Voir Commission européenne (2019_[111]) pour plus d'informations.
21. Des sondages d'opinion montrent régulièrement que les citoyens surestiment largement les budgets de la coopération pour le développement : les contribuables américains évaluent la part de l'aide extérieure à 26 % du budget fédéral en moyenne, alors que les dépenses d'aide réelles du gouvernement américain n'en représentent qu'environ 1 % (<https://www.kff.org/global-health-policy/poll-finding/data-note-americans-views-on-the-u-s-role-in-global-health/>).
22. *L'Institute for Economics and Peace* indique que le rapport coût-efficacité des initiatives de construction de la paix est de 16:1, un calcul établi sur la base d'une étude de cas du Rwanda intitulée *History of peacebuilding expenditures in Rwanda*, et disponible ici : (Institute for Economics and Peace, 2017, pp. 22-30_[70]).
23. Voir (Wodon et al., 2018_[52]) pour plus d'informations.
24. Voir (Martínez-Zarzoso et al., 2016_[66]) pour plus d'informations.
25. Voir (Mendez-Parra et Willem te Velde, 2017_[64]) pour plus d'informations.
26. Voir (Amum Otor et Dornan, 2017_[79]) pour plus d'informations.
27. Voir (Nations Unies, 2015_[26]) pour plus d'informations.
28. Voir (OCDE, 2019_[27]) pour plus d'informations.

29. Voir (OCDE/ OMC, 2019_[28]) pour plus d'informations.
30. Voir (Commission européenne, 2019_[105]) pour plus d'informations.
31. Voir (Gashaw, 2018_[73]) pour plus d'informations.
32. Voir (DFID, 2015_[115]) pour plus d'informations.
33. Voir (OCDE, 2019_[106]).
34. Voir (OCDE, sans date_[95]).
35. Selon des données de l'OCDE, l'APD allouée à la Tunisie a augmenté de près de 40 % (de 780 millions USD à 1.08 milliard USD) entre 2010 et 2011, et de 18 % supplémentaires entre 2011 et 2012 (pour atteindre 1.27 milliard USD). Depuis 2012, l'APD est restée globalement stable. Ces données sont disponibles à l'adresse suivante : <http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?QueryId=93599>.
36. Voir OCDE (à paraître_[96]) et (Kolev, 2018_[116]) pour plus d'informations.
37. D'après OCDE (à paraître_[96]), le Viet Nam est dans une situation particulière, dans le sens où il n'utilise pas la majorité de l'APD disponible à des fins macroéconomiques et de gestion de la dette.
38. Voir (Programme alimentaire mondial, 2018_[112]) pour plus d'informations.
39. Voir (OCDE, 2014_[93]) pour plus d'informations.
40. Tels que Cisco, la Fondation Ford, Google, Humanity United, la Fondation MacArthur, la Fondation Rockefeller, la Fondation Knight, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le département du Développement international du Royaume-Uni.
41. Voir la Recommandation du Conseil de l'OCDE à l'intention des acteurs de la coopération pour le développement sur la gestion des risques de corruption (OCDE, 2016_[88]). Voir également l'exemple de la « politique de tolérance zéro » et des lignes directrices mises en place par la Norvège (Gouvernement de la Norvège, 2019_[83]) pour faire face aux suspicions d'irrégularités financières dans le Service extérieur (Gouvernement de la Norvège, 2019_[103]).
42. Voir Moreira da Silva et Modéer (2019_[117]) et OCDE/PNUD (2019_[97]).
43. Voir (Congressional Research Service, 2019_[85]).
44. Voir www.oecd.org/dac/development-assistance-committee/ pour plus d'informations sur le CAD.
45. Le MOPAN est un réseau rassemblant 19 pays donateurs. En 2017, ses pays membres représentaient plus de 85 % de l'aide publique aux organisations multilatérales. Le MOPAN répond aux besoins de ses membres via la collecte, l'analyse et la présentation d'informations pertinentes et fiables sur les performances des organisations multilatérales qu'ils financent. Depuis 2015, il a évalué 26 organisations à l'aide de son approche harmonisée MOPAN 3.0 qui se compose de plus de 240 critères de performance regroupés en 12 indicateurs clés de performance. Des informations plus détaillées sont disponibles à l'adresse suivante : www.mopanonline.org/home/.
46. Informations communiquées par le Secrétariat du MOPAN sur la base d'un document officiel du MOPAN.
47. La recommandation est accessible à l'adresse suivante : <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-5020>.
48. La recommandation est accessible à l'adresse suivante : <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-5020>.
49. Voir Nations Unies (2019_[89]) pour de plus amples informations.
50. Voir FAO (2019_[87]).
51. Voir Samman et al. (2018_[59]).
52. Voir NASA (2019_[114]).
53. Voir le message clé sur une « croissance faible à l'horizon » dans l'édition de septembre 2019 des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE (OCDE, 2019_[94]).
54. Voir OCDE (2019_[102]) pour des données et analyses concernant *L'Avenir du travail* et (Banque mondiale, 2019_[90]) *The Changing Nature of Work*, <https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2019>.
55. Voir (OCDE/ OMC, 2019_[28]), (CUA/OCDE, 2018_[107]) pour des données et analyses complémentaires.
56. Voir (OCDE, 2019_[10]) pour des données et analyses sur les risques d'être laissé de côté.

57. Voir (Hedman et Williams, 2018_[118]) pour des données et analyses complémentaires.
58. On estime que 35 % des femmes dans le monde ont subi des actes de violence physique et/ou sexuelle de la part de leur partenaire ou des actes de violence sexuelle de la part de quelqu'un d'autre (hors harcèlement sexuel) à un moment donné de leur vie. Certaines études nationales montrent toutefois que jusqu'à 70 % des femmes ont subi des actes de violence physique et/ou sexuelle de la part de leur partenaire au cours de leur vie, voir <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/ending-violence-against-women/facts-and-figures>.
59. Voir (Hedman et Williams, 2018, p. 101_[118]) pour des données et analyses complémentaires.
60. Les politiques féministes du Canada, de la France et de la Suède en matière étrangère et de coopération pour le développement, par exemple, vont dans ce sens. Pour une vue d'ensemble des priorités stratégiques les plus récentes des membres du CAD, voir Les profils de coopération au développement à l'adresse : <https://doi.org/10.1787/5cd4ba84-fr>.
61. Voir (CUA/OCDE, 2018_[107]) ainsi que la vue d'ensemble et le chapitre sur les mégatendances dans (OCDE, 2018_[98]).
62. Déclaration lors de la table ronde intitulée « Delivering the Promise of Africa's Youth », organisée dans le cadre du Forum économique mondial sur l'Afrique 2019 (Forum économique mondial sur l'Afrique, 2019_[108]).
63. Voir www3.compareyourcountry.org/states-of-fragility/flows/2/ pour de plus amples informations.
64. Voir (Kolev, 2018_[119]) pour des données et analyses complémentaires.
65. Voir (Kolev, 2018_[119]) pour des données et analyses complémentaires.
66. Voir Hedman et Williams (2019_[109]).
67. D'après une analyse des émissions diffusées aux États-Unis ; Tyndall Report, (2018_[53]), le temps d'antenne consacré au conflit en République centrafricaine a été trois fois moins important que celui consacré au mariage du Prince Harry au Royaume-Uni, en 2018.
68. Voir Nations Unies (2019_[123]) et UNICEF (2018_[124]) pour de plus amples informations.
69. D'après (OCDE, 2018_[11]), l'APD représente deux tiers des apports de financement extérieurs dirigés vers les contextes fragiles.
70. Voir la plateforme « States of Fragility » pour une analyse approfondie des apports financiers : www3.compareyourcountry.org/states-of-fragility/overview/0/.
71. D'après le Climate Action Tracker, qui évalue les mesures de lutte contre le changement climatique dans 72 pays comptant pour environ 80 % des émissions mondiales. Voir également (CCNUCC, 2019_[120]).
72. Voir Climate Action Tracker (2019_[76]).
73. Voir ONU (2019_[99]).
74. Voir Shields et Masters (2019_[58]).
75. Voir Banque islamique de développement (2019_[125]) pour de plus amples informations.
76. Voir Thier et Alexander (2019_[55]).
77. (OIAC, 2019_[126]) pour de plus amples informations.
78. Voir (Nations Unies, 2018_[104]) pour de plus amples informations.
79. Voir (Mawdsley, 2012_[65]) pour de plus amples informations.
80. Pour de plus amples informations, voir (OCDE, 2015_[110]) et (OCDE, 2019_[12]).
81. Voir (New Development Bank, 2017_[61]) pour de plus amples informations.
82. D'après Jenks et Topping (2019, p. 14_[69]), 74 % des contributions directes au système des Nations Unies pour le développement proviennent de gouvernements, 57 % de pays du CAD et 11 % de pays non membres du CAD ; indirectement, les gouvernements ont également financé le système des Nations Unies pour le développement par le biais d'institutions de l'UE et partiellement par le biais de fonds communs des Nations Unies et de fonds verticaux.
83. Voir (Morgenthau Jr., 1944_[62]) pour de plus amples informations.
84. Voir (OCDE-CAD, 1996_[100]) pour de plus amples informations.

85. Voir (PAHO/WHO, 2019_[127]) pour de plus amples informations.
86. Pour en savoir plus sur les travaux de l'OCDE sur la Cohérence des politiques au service du développement durable, voir (OCDE, 2019_[92]).
87. Voir la Recommandation de l'OCDE sur la cohérence des politiques au service du développement dans (OCDE, 2019_[92]).
88. Voir Kharas et Rogerson (2017_[68]) et Ingram et Lord (2019_[6]).
89. Voir (Ingram et Lord, 2019_[6]) pour plus d'informations.
90. Voir Alonso (2018_[80]).
91. Voir OCDE, 2019 (p. 26_[15]).
92. Voir (Morgan Stanley, 2018_[63]) pour plus d'informations.
93. Voir (Feng et Pilling, 2019_[74]) pour plus d'informations.
94. Voir (TNN, 2019_[54]) pour plus d'informations.
95. Voir (OCDE, 2019_[10]) pour plus d'informations.
96. Voir Srinath (2019_[57]).
97. Voir (Greenhill, Prizzon et Rogerson, 2013_[71]) pour plus d'informations.
98. Voir (Carey, 2018_[77]) pour plus d'informations.
99. L'OCDE a consulté le réseau Southern Voice pour des contributions sur la valeur ajoutée de la coopération pour le développement, l'évolution de son rôle et les principaux défis qu'elle rencontre. Dix membres du réseau ont répondu, représentant les points de vue de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine.
100. Voir (Gertz et Kharas, 2018_[121]) et chapitre 10 de (OCDE, 2019_[10]) sur les micro-, petites et moyennes entreprises.
101. Voir (OCDE/FENU, 2019_[46]) pour plus d'informations et une analyse de ces questions.
102. Voir (OCDE, 2019_[12]) pour plus d'informations sur le financement du développement.
103. Plus d'informations sur le soutien public total au développement durable à l'adresse <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/tossd.htm>.
104. Voir, par exemple, les données concrètes citées par Pinker (2018_[60]) et Our World in Data: <https://ourworldindata.org/war-and-peace>.
105. Voir OCDE (2019_[10]) pour plus d'informations.
106. Lors d'un « DevCom Meet-Up » aux Journées européennes du développement 2019, les participants ont identifié quatre axes argumentatifs à l'intention des communicants du développement. Voir *Takeaways*, OECD DevCom 2019, https://www.oecd.org/dev/pgd/Takeaways_DevCom_Meet_Up_2019_EDDs.pdf.





Extrait de :

Development Co-operation Report 2019

A Fairer, Greener, Safer Tomorrow

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9a58c83f-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Changement de cap pour la coopération pour le développement : un discours renouvelé et de nouvelles façons d'agir », dans *Development Co-operation Report 2019 : A Fairer, Greener, Safer Tomorrow*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f2ad6300-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.